



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Canicule

- Vigilance rouge canicule. En Seine-Maritime, des mesures exceptionnelles pour s'adapter aux fortes chaleurs (Tendance Ouest)
- Toute la Normandie passe en vigilance rouge canicule, mardi 23 juin, les préfetures rappellent les règles de prudence (Ouest France)
- Alerte météo. La Seine-Maritime passe en vigilance rouge : ce que cela signifie (Courrier Cauchois)
- Une situation "sans précédent": l'Eure et la Seine-Maritime à leur tour placés en vigilance rouge canicule (Ici Normandie)
- "C'est l'une des canicules les plus précoces qu'on ait jamais connue" : pourquoi toute la Normandie est désormais en vigilance rouge (France 3)
- Jusqu'à quand va durer la canicule ? Pour la Normandie, le pire est à venir (France 3)
- Alerte rouge canicule : touché à son tour, comment le département de la Seine-Maritime se prépare (76 actu)
- Alerte rouge canicule en Seine-Maritime : des écoles fermées, 40°C... suivez l'essentiel de l'info à Rouen et au Havre (76 actu)
- Canicule en Normandie : pour ce climatologue, « les modèles évoquaient ça pour 2040-2050... » (Paris Normandie)

Sécurité

- Terres-de-Caux. Une disparition inquiétante concernant une septuagénaire atteinte de la maladie d'Alzheimer (Tendance Ouest)
- Pointe de Caux. Affaires marquantes, travail collectif : à la compagnie de gendarmerie du Havre, le duo de commandants sur le départ se remémore des moments forts (Courrier Cauchois)
- Une mère déclare la disparition de sa fille, la police découvre un réseau de prostitution dans des logements AirBnB (France 3)
- Grâce aux radars, l'objectif est de faire baisser la vitesse dans le bourg de cette commune de Seine-Maritime (76 actu)
- Dégradations d'un cimetière et d'une église près de Rouen : des tags CGT et PS sur les tombes (Paris Normandie)
- « Ces actes blessent de nombreux habitants ». Dans cette ville près de Rouen, l'église et le cimetière profanés (Paris Normandie)
- À Rouen, la Fête de la musique se termine en course-poursuite avec la police (Paris Normandie)
- Mairie, école, gare... des caméras de vidéosurveillance en cours d'installation à Bréauté (Paris Normandie)
- Qui sont ces hommes qui abordent et photographient des enfants au Havre ? (Paris Normandie)

Migrants

- Les sauveteurs interviennent pour secourir deux migrants au large de Quiberville-sur-Mer (76 actu)

Environnement

- La police de l'environnement va mener plus de 1.000 contrôles sur l'année 2026 en Seine-Maritime (Ici Normandie)
- Une opération de grande ampleur : la police de l'environnement met le paquet sur les contrôles en Seine-Maritime (76 actu)

Collectivités locales et équipements publics

- Bolbec. Ecoles et équipements sportifs fermés à cause du passage en vigilance rouge canicule (Courrier Cauchois)
- Canicule. L'usine Renault de Sandouville adapte et réduit les horaires pour protéger ses salariés (Courrier Cauchois)
- Lillebonne. "Je ne veux prendre aucun risque" : le maire ferme écoles, crèches et infrastructures sportives (Courrier Cauchois)
- « Aucune autorisation d'urbanisme ne pourra être donnée » : les élus s'opposent à ce projet d'antennes 5G à Dieppe (76 actu)
- La Ville de Caudebec-lès-Elbeuf reprend les concessions perpétuelles en état d'abandon au cimetière (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Eurosatory 2026. Cette entreprise normande fabrique des gilets pare-balles pour l'armée et les forces de l'ordre (Courrier Cauchois)
- Panama Club à Dieppe : pourquoi le tribunal administratif suspend la fermeture décidée par le préfet (Paris Normandie)
- « Une procédure irrégulière » : pourquoi cette discothèque de Seine-Maritime a finalement pu rouvrir ses portes (76 actu)
- Horaires aménagés, plus de pauses... face à la canicule, l'usine Renault à Sandouville agit pour protéger ses salariés (76 actu)
- Coup de chaud à Renault/Ampère à Cléon : 38°C, droit de retrait... Un syndicat tire la sonnette d'alarme (Paris Normandie)
- Ces nouvelles installations vont conforter la place du port de Rouen dans l'export de céréales (Paris Normandie)

Agriculture

- Dans un Livre blanc, la Région Normandie fait sept propositions pour la future politique agricole commune (Ouest France)
- « Je dégradais mes sols et mes cultures » : cet agriculteur du pays de Caux améliore ses pratiques (Paris Normandie)

Politique

- Recours déposé après les élections municipales à Notre-Dame-de-Bondeville : la justice a tranché (Paris Normandie)

Social et société

- On sait quand la Maison des femmes au Havre va ouvrir ses portes au public (Paris Normandie)

- Canicule et petite enfance : comment les crèches et assistantes maternelles font face aux fortes chaleurs ? (76 actu)
- Canicule en Normandie : écoles fermées, horaires aménagés... Comment les parents s'organisent ? (Paris Normandie)

Santé

- Santé : quelles conséquences pour les assurés et les salariés en cas de fusion des CPAM du Havre et de Rouen ? (76 actu)
- « 20 % d'appels en plus au 15 » selon le CHU de Rouen à cause de la canicule en Normandie (Paris Normandie)
- Blood'Up : l'innovation normande qui facilite les ponctions artérielles en milieu hospitalier (Paris Normandie)

Education

- Canicule : 156 écoles et collèges fermés en Normandie lundi, 292 établissements ouverts avec des aménagements (Ouest France)
- Canicule : au Havre, le système D des parents quand les pouvoirs publics n'adaptent pas les écoles (Ici Normandie)
- Près de 40 % en moins : dans les Greta, la Région Normandie baisse drastiquement ses financements (76 actu)
- À Barentin, les parents de cette école se mobilisent pour éviter une fermeture de classe (Paris Normandie)

Tourisme

- Ce célèbre site touristique près de Dieppe décroche une étoile au guide Michelin (76 actu)

Divers

- Le préfet maritime de la Manche - Mer du Nord Benoît de Guibert quitte ses fonctions (Ouest France)

Acteurs publics

- Commande publique : les dépenses consacrées aux achats de l'État baissent, portées par l'amélioration de la performance
- Réforme des arrêts maladie : le gouvernement impose l'alignement du public sur le privé face à un front syndical uni
- La DGFIP ouvre ses concours internes de catégorie A aux contractuels, avec une brèche dans les épreuves écrites

Vigilance rouge canicule. En Seine-Maritime, des mesures exceptionnelles pour s'adapter aux fortes chaleurs

Alexandre Leno

2-3 minutes

C'est du jamais vu en Normandie, a indiqué le préfet de Seine-Maritime Jean-Benoît Albertini à l'occasion d'un point presse sur la canicule, lundi 22 juin. [En effet, tous les départements de la région basculent en vigilance rouge canicule à compter de mardi 23 juin à midi](#), conséquence de cet épisode de chaleur d'une rare intensité. Les températures pourraient atteindre localement 37 à 40°C, avec des nuits particulièrement chaudes, jusqu'à 25°C.

Pour faire face à cette situation exceptionnelle, les services de l'Etat mettent en place plusieurs mesures restrictives pendant toute la durée de la vigilance à commencer par l'interdiction de la consommation d'alcool sur la voie publique tout comme les feux d'artifice. Les manifestations sportives organisées en extérieur ou dans des équipements non climatisés sont annulées. La préfecture adapte aussi les activités professionnelles en donnant la possibilité à certaines entreprises de débuter exceptionnellement dès 6 heures du matin afin de limiter l'exposition des travailleurs aux fortes chaleurs. Des horaires adaptés sont aussi mis en place pour les secteurs agricole et forestier : le travail dans les champs et en forêt est ainsi interdit entre 13h et 18h.

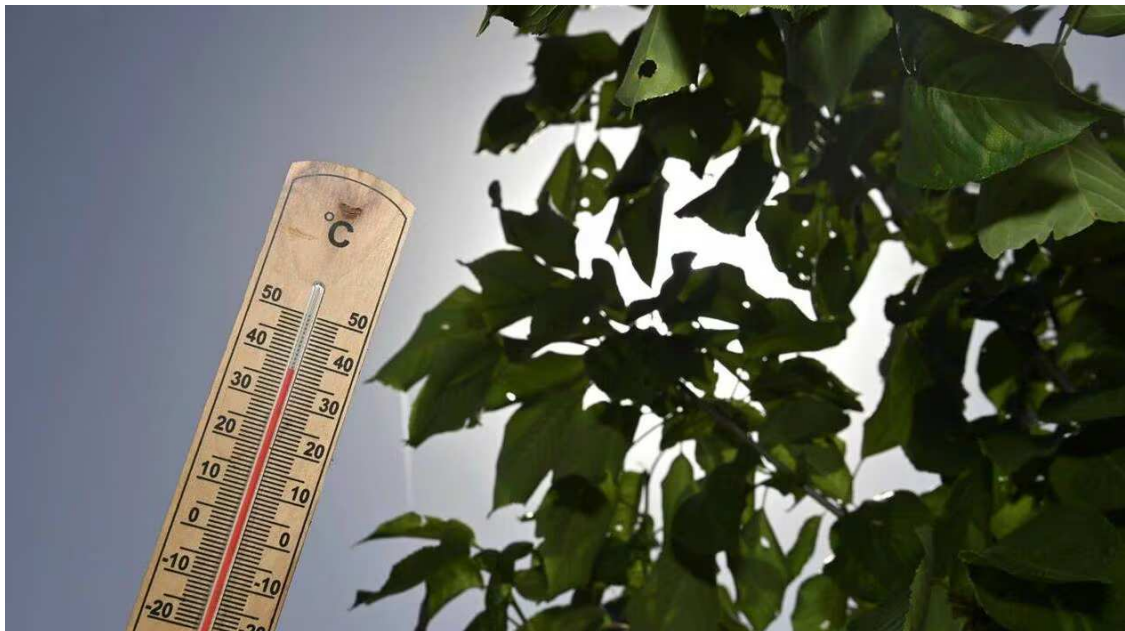
Côté éducation, la majorité des établissements scolaires restent ouverts même si plusieurs dizaines d'écoles ferment temporairement et de nombreux établissements mettent en place des aménagements d'horaires pour protéger les élèves et les personnels. *"L'adaptation se fait au cas par cas"* dans les communes. En revanche, toutes les sorties scolaires sont annulées jusqu'à la fin de l'épisode caniculaire, assurent les autorités. Ces dernières tiennent par ailleurs à alerter sur les risques liés aux baignades, la préfecture rappelant le cas de plusieurs noyades au niveau national cette année.

Toute la Normandie passe en vigilance rouge canicule, mardi 23 juin, les préfetures rappellent les règles de prudence

Pierre-Maxime Leprovost

5-6 minutes

La canicule continue de toucher la France de plein fouet en ce début de semaine du 22 juin 2026. Après un lundi où seule l'Orne était en vigilance rouge, les cinq départements normands le seront mardi 23 juin.



Les températures, déjà très élevées, continuent d'augmenter mardi 23 juin 2026 : en conséquence, toute la région Normandie bascule en vigilance rouge pour risque de canicule. | ARCHIVES THOMAS BRÉGARDIS / OUEST-FRANCE

Publié le 22/06/2026 à 17h58

C'était il y a peu une crainte, c'est désormais une certitude : Météo France a annoncé, lundi 22 juin 2026 en milieu d'après-midi, que l'ensemble des cinq départements normands seront en vigilance rouge canicule, mardi 23 juin. Seule l'Orne l'était ce lundi, mais la Manche, le Calvados, l'Eure et la Seine-Maritime rejoignent la liste, comme 54 départements en tout en France.

Des températures allant jusqu'à 40 degrés sont attendues dans le Sud-Manche et dans l'est du Calvados et jusqu'à 39 dans les autres territoires, avec des possibilités d'orages. [Une situation quasi inédite au XXI^e siècle](#) dans ces départements.

Des règles de prudence

Les préfectures sont montées au créneau pour annoncer une série de mesures. [Le Calvados a activé la vigilance sécheresse](#) en milieu de journée. Dans la Manche, les rappels des bonnes pratiques à suivre ont eu lieu : boire de l'eau et éviter l'alcool, fermer ses volets et fenêtres en journée, se rafraîchir plusieurs fois par jour, rester au frais et éviter le sport. «Prenez régulièrement des nouvelles de vos proches, notamment des personnes âgées, isolées ou fragiles. En cas de malaise ou de symptômes de coup de chaleur, appelez immédiatement le 15, le 18 ou le 112.»

L'épisode caniculaire pourrait durer jusqu'à jeudi 25 juin au soir.

Alerte météo. La Seine-Maritime passe en vigilance rouge : ce que cela signifie

Adrien Verger

5-6 minutes

Météo France a rehaussé le niveau d'alerte pour [la Seine-Maritime](#) : le département passera en vigilance rouge canicule à partir de ce mardi 23 juin, en raison d'un épisode de chaleur exceptionnel attendu jusqu'à jeudi. Les températures dépasseront les 40°C sur une partie du département et sur plusieurs jours. Les nuits, elles, seront tropicales (entre 22 et 27°C). Un tel niveau de vigilance canicule pour un mois de juin en Seine-Maritime est une première historique, confirme [Benoît Morel, spécialiste météo de la Seine-Maritime](#).

- **A lire aussi.** [Météo. Canicule inédite : jusqu'à 40°C attendus et des orages, les prévisions d'une semaine historique en Seine-Maritime](#)

Tout le monde est concerné

Contrairement aux niveaux d'alerte précédents, la vigilance rouge signifie que personne n'est épargné, même les personnes en bonne santé. Les plus vulnérables - personnes âgées, isolées, souffrant de maladies chroniques ou sous traitement médicamenteux - restent néanmoins les plus exposées. Les travailleurs en extérieur, les sportifs et les enfants doivent également redoubler de prudence.

"Un événement sans précédent"

C'est "*un événement sans précédent*", indiquait le préfet Jean-Benoît Albertini en milieu de journée lors d'une conférence de presse. Les cinq départements normands vont entrer en vigilance rouge. Le centre opérationnel départemental est déjà en veille et sera pleinement opérationnel demain.

Des hausses de fréquentation dans les hôpitaux

Les services de l'Etat, soucieux de la capacité du dispositif sanitaire à supporter le choc, recensent quelques augmentations de fréquentation dans les hôpitaux. "*Elles sont absorbées sans difficulté majeure*", souligne le préfet. "*Il faut profiter d'un air moins chaud la nuit et contacter le 15 en cas de problème de santé. Il est en mesure d'aiguiller les patients vers les urgences ou de trouver un médecin généraliste*", complète le directeur de l'Agence régionale de santé. Une légère augmentation de fréquentation est actuellement observée à Rouen, tout comme les appels au SAMU, qui sont en hausse par rapport à un lundi "classique".

Fermeture des écoles : à l'appréciation des élus

Lors de ces événements climatiques, même en vigilance rouge, la fermeture des établissements scolaires n'est pas systématique et se fait à l'appréciation des élus locaux. Dans la majorité des cas, cela dépend de l'état des bâtiments, de leur exposition et des températures ressenties localement. Pour la journée d'aujourd'hui, *" il y a 41 écoles totalement fermées, soit 4% des groupes scolaires du département. Concernant les établissements fermés partiellement, ils sont au nombre de 105. Cela représente environ 10% à l'échelle départementale"*, recensaient les services de l'Education nationale.

Interdiction des événements sportifs

Jusqu'à la levée de la vigilance, tous les événements sportifs, à l'exception des sports nautiques, sont interdits dans le département. La consommation d'alcool dans l'espace public restera également interdite jusqu'à une possible amélioration. Enfin, les entreprises qui le peuvent sont autorisées à commencer à travailler plus tôt afin de ne pas subir la chaleur du milieu d'après-midi. Et cela, même lorsqu'elles sont génératrices de nuisances sonores. Objectif : *"Ne pas figer l'activité personnelle, sociale et économique"*.

Augmentation du risque d'incendie

Enfin, le directeur du service d'incendie et de secours met en garde contre les départs d'incendie. Qu'il s'agisse des travaux agricoles, des artifices festifs ou des mégots, la plus grande prudence est requise durant la période qui arrive.

- **A lire aussi.** [L'usine Renault de Sandouville adapte et réduit les horaires pour protéger ses salariés](#)

Soyez attentifs aux signes d'un coup de chaleur : fièvre supérieure à 40°C, peau chaude et sèche, maux de tête, nausées, confusion ou perte de connaissance. En cas de doute, appelez le 15.

Les bons réflexes

- Buvez de l'eau régulièrement, sans attendre d'avoir soif
- Mouillez-vous le corps plusieurs fois par jour - brumisateur, gant de toilette ou douche tiède
- Evitez de sortir aux heures les plus chaudes ; si c'est inévitable, portez un chapeau et des vêtements légers
- Essayez de vous rendre, deux à trois heures par jour, dans un endroit climatisé - cinéma, bibliothèque, supermarché
- Gardez volets et fenêtres fermés le jour, aérez la nuit
- Prenez des nouvelles de vos proches, notamment les plus fragiles

Pour tout conseil, le numéro vert Canicule Info Service est disponible au 0800 06 66 66, gratuitement, de 9h à 19h.

Une situation "sans précédent": l'Eure et la Seine-Maritime à leur tour placés en vigilance rouge canicule

Manon Lombart-Brunel

6-8 minutes

Des chaleurs étouffantes ont continué de s'abattre, ce lundi 22 juin, en Seine-Maritime et dans l'Eure. Conséquence : nos deux départements passeront, ce mardi midi, en vigilance rouge canicule. Les événements sportifs et festifs en extérieur sont interdits, certaines écoles resteront fermées.

La Normandie vit **sous un dôme de chaleur**. Ce lundi 22 mai 2026, les températures ont continué de grimper en Seine-Maritime et dans l'Eure. À partir de ce mardi 23 juin à midi, nos deux départements passeront en vigilance rouge, comme 52 autres départements.

Dans l'Eure et en Seine-Maritime, les événements sportifs et festifs en extérieur **sont interdits jusqu'à nouvel ordre**. Les fermetures de classes sont de leur côté décidées au cas par cas par les mairies.

La Seine-Maritime et l'Eure font partie, ce mardi, des 54 départements en vigilance rouge canicule. © Aucun(e) - Météo France

22/06 18h11

Fait important

Pas de fermeture des écoles au Havre et à Evreux

Après l'annonce du passage ce mardi de l'Eure et de la Seine-Maritime en vigilance rouge, la préfecture de la Seine-Maritime indique qu'il n'y aura pas de fermetures généralisées d'écoles. Pour ce lundi, Jean-Benoit Albertini indique que *"4 % des écoles du département resteront totalement fermé pour les trois prochains jours, 10 % partiellement"*. Ces fermetures seront décidées au cas par cas par les mairies.

Si cette option a été choisie à Évreux, Louviers ou encore Déville-les-Rouen, les mairies du Havre et de Rouen ont choisi de les maintenir ouvertes. Dans la cité océane, un mail a été envoyé, ce mardi, aux parents pour demander de garder si possible les enfants chez eux. Si ce n'est pas possible, la mairie assure aux parents *"qu'ils sont accueillis dans de bonnes conditions"*.

À Rouen, la ville indique dans un communiqué avoir activé un plan d'actions dans les écoles et les crèches. **48 ventilateurs ou ventilateurs-brumisateurs** ont été installés ce matin dans tous les dortoirs des écoles maternelles et dans les écoles les plus exposées à la chaleur. Les crèches bénéficient de climatisations portatives et de pulvérisateurs d'eau.

22/06 17h14

Fait important

Des conséquences sur les événements sportifs et festifs en extérieur

Le préfet de la Seine-Maritime, Jean-Benoît Albertini, annonce en conférence de presse que les événements sportifs et festifs en extérieur sont interdits jusqu'à nouvel ordre. Pour l'instant, la projection en plein air des matchs de football de la Coupe du monde reste autorisée, précise le préfet.

22/06 16h41

Fait important

Le préfet de la Seine-Maritime évoque une situation "inédite"

En conférence de presse, ce lundi 22 juin, Jean-Benoît Albertini, le préfet de la Seine-Maritime, parle d'une situation "*inédite*" alors que tous les départements normands seront concernés à partir de ce mardi midi par la vigilance rouge canicule.

Le préfet de la Seine-Maritime parle d'une situation inédite alors que l'Eure et la Seine-Maritime passent en vigilance canicule. © Radio France - Charlotte Coutard

22/06 16h07

Fait important

L'Eure et la Seine-Maritime passent en vigilance rouge

Dans son dernier point, Météo France allonge la liste des départements concernés par la vigilance rouge canicule. À partir de ce mardi midi, la Seine-Maritime et l'Eure font désormais partie de cette liste. C'est aussi le cas de la Manche et du Calvados. Au total, 54 départements seront, ce mardi, en alerte rouge.

— Préfet de Normandie et de la Seine-Maritime (@Prefet76) [June 22, 2026](#)

22/06 15h07

Vers des coupures d'électricité ?

22/06 15h01

Ecoles fermées à Gaillon jusqu'à jeudi

Comme à Louviers, la mairie indique, ce lundi, la fermeture des écoles de la commune du mardi 23 au jeudi 25 juin toute la journée.

Un service minimum exceptionnel permettra l'accueil des enfants dont les familles n'ont aucune solution de garde, uniquement sur inscription et justificatif, par mail à cantine@ville-gaillon.fr avant 18h ce jour.

22/06 14h54

Pas d'école jusqu'à la fin de la semaine à Louviers

Le département de l'Eure, comme celui de la Seine-Maritime est placé en vigilance « orange » pour canicule, avec des températures attendues jusqu'à la fin de la semaine proches des 40°C. Ce lundi 22 juin 2026, 250 élèves sur 1 600 inscrits ont été accueillis dans les écoles de Louviers. Face à cette vague de chaleur, la **Ville de Louviers a finalement décidé de fermer l'ensemble des écoles**, du mardi 23 juin au vendredi 26 juin 2026 inclus. **Un service minimum d'accueil est toutefois mis en place sur inscription, de 7h15 à 16h30** uniquement. La fermeture des écoles permet de concentrer l'accueil des enfants au sein des bâtiments les plus adaptés. À titre exceptionnel, les repas du midi ne seront pas facturés aux familles qui feront le choix de garder leurs enfants.

22/06 14h00

Une conférence de presse du préfet de la Seine-Maritime

Le préfet de la Seine-Maritime, entouré de représentants de l'Éducation nationale, de l'Agence régionale de santé et du Sdis76, indique la tenue ce lundi après-midi à 16 h 30 d'une conférence de presse **à la préfecture**, afin de faire un point sur la vigilance orange canicule en cours dans le département de la Seine-Maritime. Sur les réseaux sociaux, la préfecture appelle aussi à la vigilance face aux feux de récoltes.

22/06 13h15

Fait important

Les manifestations sportives interdites dans l'Eure

Comme en Seine-Maritime tout le week-end, la préfecture de l'Eure a décidé de prendre un arrêté portant sur [l'interdiction des manifestations sportives](#), pendant l'épisode d'alerte canicule sur l'ensemble du département. Toute infraction constatée à ce sujet pourra faire l'objet de poursuites judiciaires.

22/06 12h57

Fait important

Qualité de l'air dégradée

Ce lundi 22 juin, Atmo Normandie indique [sur son site internet](#) que l'indice de la qualité de l'air devrait être dégradé à mauvais sur l'ensemble de la Normandie, en raison d'une hausse marquée des concentrations d'ozone. Le maintien de conditions anticycloniques, associé à un temps ensoleillé, des températures très élevées et des vents faibles, "*favorisera la formation et l'accumulation de ce polluant au cours de la journée*". Dans ce contexte, les concentrations devraient rester élevées, conduisant à un indice mauvais sur une large partie de la région.

Capture Atmo Normandie © Aucun(e)

Le numéro vert Canicule info service. © Radio France - Ministère de la Santé

"C'est l'une des canicules les plus précoces qu'on ait jamais connue" : pourquoi toute la Normandie est désormais

Christophe Meunier

4-6 minutes

Jusqu'à présent seul le département de l'Orne était en vigilance rouge canicule. Ce mardi 23 juin, à partir de midi, l'Eure, le Calvados, la Seine-Maritime et la Manche basculent à leur tour dans ce niveau d'alerte le plus élevé, un niveau d'alerte non seulement météorologique mais aussi sanitaire.

Dès le milieu de matinée, ce lundi 22 juin, nos équipes sur le terrain nous remontaient l'inquiétude de plusieurs élus ou responsables dans le Calvados. Les interlocuteurs redoutaient un passage imminent en vigilance rouge canicule, le niveau d'alerte le plus élevé, déjà en vigueur dans le département de l'Orne depuis le début de la journée. Les quatre autres départements normands restaient, eux, en orange.

Dans l'après-midi, vers 15 h 30, le site [Météociel](#) recensait plusieurs localités normandes où le mercure a atteint 39°C, dans la Manche, le Calvados ou la Seine-Maritime (Longueville, Damblainville ou Jumièges). Au même moment, un collègue caennais indiquait aux parents d'élève sur l'application Pronote que *"dans la mesure du possible, les responsables qui le peuvent garderont les enfants à la maison toute la journée"*.

Une heure plus tard, le couperet tombait. Dans son dernier bulletin, Météo France indique que l'Eure, la Seine-Maritime, le Calvados et la Manche basculeront en rouge ce mardi 23 juin à partir de midi.

"Lundi après-midi, les températures atteignent 35 à 39°C dans les terres, 23 à 29°C près des côtes. La nuit suivante reste douce avec des températures minimales comprises entre 19 et 23°C. Les températures restent très élevées mardi, avec des maximales comprises entre 38 et 40°C dans les terres, 30 à 34°C près des côtes. Ces températures exceptionnelles justifient la vigilance rouge", indique Météo-France ce lundi après-midi.

Mais contrairement aux niveaux verts, jaunes et oranges, que le prévisionniste national déclenche seul, le passage en rouge est décidé conjointement avec les autorités sanitaires.

D'autres critères que les températures sont pris en compte : les départs de feux, la sécheresse des sols mais aussi l'afflux attendu de patients dans les services d'urgence ou chez SOS Médecins (ces critères varient d'un département à l'autre et sont établis en fonction des précédents épisodes caniculaires). C'est la raison pour laquelle les préfetures insistent sur les dangers de la canicule pour la santé dans leur communication.

Si la fragilité des plus jeunes a récemment été mise en avant avec la fermeture des écoles dans les départements en vigilance rouge (une fermeture qui n'est pas automatique), d'autres populations courent également un grand danger.

"Il y a les enfants mais aussi les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes en situation de handicap et toutes les personnes avec des pathologies cardiovasculaires ou rénales", rappelait ce lundi midi sur notre antenne le docteur Julien Piquenet-Levillain, médecin généraliste chez SOS Médecins à Caen.

"Il y a deux risques principaux : la déshydratation et le fameux coup de chaleur (...) Lorsqu'on commence à avoir des symptômes inquiétants - une fatigue assez importante, des nausées, des vomissements, une fièvre, des vertiges - il faut consulter un médecin."

durée de la vidéo : 00h02mn05s



Le docteur Julien Piquenet-Levillain, médecin généraliste à SOS Médecins, à Caen, était l'invité de votre édition régionale Ici 12/13 ce lundi 22 juin. Les bons conseils pour éviter un coup de chaud lors de cet épisode caniculaire. •©France 3 Normandie Caen

Cette vigilance rouge pourrait être maintenue quelques jours. *"On verra à la fin de cet épisode mais on sera à peu près au même niveau que la canicule de 2003 et en plus cette canicule a de particulier qu'elle est très précoce, c'est une des canicules les plus précoces qu'on ait jamais connues en France mais aussi en Normandie",* souligne Nicolas Buffard, prévisionniste référent pour la Normandie chez Météo-France.

"On va sûrement passer les 40 degrés un peu partout dans la région. Seul le littoral sera peut-être épargné mais on devrait avoir des températures supérieures à 30 degrés sur les plages."

Jusqu'à quand va durer la canicule ? Pour la Normandie, le pire est à venir

Yves Asernal

4-5 minutes

Guillaume Séchet, météorologue et créateur du site Météo-Villes, est catégorique : ce que traverse la France en ce moment, est sans précédent dans l'histoire des mesures météorologiques. La Normandie est en plein dedans et le pire est devant nous.

Même le mécanisme de cet épisode caniculaire est exceptionnel à lui seul. D'abord alimenté par un puissant flux de sud-ouest venu directement du Sahara et du Maroc, il s'est mué en dôme de chaleur XXL.

C'est une caricature. On n'a jamais eu une pression atmosphérique aussi élevée, à moyenne et haute altitude. Jamais, selon les mesures satellites.

Guillaume Séchet, météorologue

L'anticyclone agit comme un couvercle géant qui emprisonne l'air brûlant au-dessus de nos têtes et l'empêche de s'évacuer.

[Le dôme de chaleur sur la France. • © Météo villes / Guillaume Séchet](#)

Si l'on regarde la carte du monde, le constat est saisissant : la France est actuellement l'endroit du globe où l'écart entre les températures normales de saison et celles qui sont normalement mesurées est le plus élevé. Nulle part ailleurs sur la planète, l'anomalie n'est aussi forte. Plus 15, plus 16 degrés par rapport aux normales.

Notre région n'est pas en marge de cet épisode, elle est au contraire en plein dans son axe.

La Normandie se trouve dans un véritable chalumeau qui remonte depuis le Maroc.

Guillaume Séchet, météorologue

À Evreux, un plateau à 40 degrés est attendu trois jours d'affilée. À Rouen, Météo France prévoit 41°, mercredi (le record de la ville est à 41,3 le 25 juillet 2019). Et Caen ? La ville côtière habituellement protégée par la brise marine, ne sera pas épargnée, cette fois. Météo France prévoit 39° demain mardi, 40° mercredi et 41° jeudi.

Mardi, mercredi et jeudi seront les trois journées les plus chaudes enregistrées en France depuis au moins 1945.

En plus, le soleil est plus haut dans le ciel qu'en août, et les journées durent 16 heures. Donc, ça tape plus fort et plus longtemps.

Guillaume Séchet, météorologue

Les végétaux en feront les frais : à 42 degrés, les feuilles grillent sur place. Les arbres peuvent tenter de se débarrasser de leurs feuilles pour tenter de survivre, comme on l'avait observé en région Rhône-Alpes . *"Dans les prochains jours, il va y avoir des dégâts c'est certain. Ça dure trop longtemps"*, répète Guillaume Séchet.

Guillaume Séchet confirme que les températures ne peuvent grimper davantage. *"On est au maximum pour la saison. Un plateau s'installera jusqu'à mercredi ou jeudi avant une légère baisse vendredi, sous l'influence atlantique. Pas une sortie brutale mais une décrue progressive."*

Mais le pire pourrait être devant nous. Statistiquement, le pic thermique annuel n'arrive pas au solstice : il arrive cinq ou six semaines après, soit début août pour la Normandie. Et Guillaume Séchet le confirme.

En moyenne, la température peut encore monter d'un degré d'ici fin juillet et début août. Un degré de plus sur de températures déjà à 40/41° à Rouen, c'est pas anodin. La pire canicule observée jusqu'à présent, c'était début août 2003. Et là, on est peut-être en train de la dépasser en juin.

Guillaume Séchet, météorologue

Guillaume Séchet refuse d'affoler mais il ne rassure pas non plus : *"dans 20 ans à Rouen, 40° le 22 juin, ce ne sera pas une température ordinaire. Mais une vague de chaleur comme celle-ci pourrait devenir banale"*. On aura peut-être tous les ans des 40°.

Et il conclut sans détour : *"il est déjà trop tard pour nos générations. Quoi qu'on fasse maintenant, il y a un temps de retard tellement important. Il faudra s'adapter, on n'a pas d'autres choix"*.

Alerte rouge canicule : touché à son tour, comment le département de la Seine-Maritime se prépare

Mathieu Charré

6-7 minutes

La Seine-Maritime va passer en vigilance rouge canicule à partir de ce mardi 23 juin 2026, annonce Météo France. Sport, hôpitaux, écoles... comment le département se prépare.

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Météo France](#)

[Vague de chaleur](#)



La Seine-Maritime passe en vigilance rouge canicule mardi 23 juin. (©YR/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 22 juin 2026 à 16h44 ; mis à jour le 22 juin 2026 à 20h24

Alerte rouge sur la [Seine-Maritime](#). Comme 49 départements avant lui, le territoire normand passe en **vigilance rouge canicule** ce mardi 23 juin 2026 à partir de midi. L'annonce a été faite dans l'après-midi du lundi 22 juin par la préfecture de Seine-Maritime.

Des températures « exceptionnellement élevées »

Placé en vigilance orange jusque-là, le département basculera en rouge mardi 23. Une alerte qui signifie que « les températures deviennent exceptionnellement élevées, de jour comme de nuit ». Les parallèles avec la canicule de 2003 continuent. Dans le même temps, **la Manche, le Calvados et l'Eure** basculent également à ce niveau d'alerte.

Lundi 22 juin à 16h30, le **préfet de la Seine-Maritime** réunissait la presse, « entouré de représentants de l'Éducation nationale, de l'Agence régionale de santé et du Sdis76 », pour faire sur la situation.

Vigilance rouge partout : une situation inédite en Normandie

« La vigilance rouge canicule pour l'ensemble des départements normands, **c'est inédit**, souligne Jean-Benoît Albertini, préfet de la Région Normandie, préfet de la Seine-Maritime. Concernant la Seine-Maritime, cela s'était déjà produit en 2019 et 2020. Cette bascule résulte d'une concordance entre des températures extrêmes la journée et d'un plancher haut la nuit. Avec cette nouvelle donne **on passe des recommandations aux prescriptions et aux interdictions**. »

Cette vigilance s'applique donc à partir de mardi midi et se poursuit mercredi et jeudi, avec une perspective d'évolution de la situation à partir de vendredi, « **sans certitude** », note le préfet.

En conséquence, il est à noter que les événements sportifs et festifs, lorsqu'ils donnent lieu à des rassemblements exposés à la chaleur, **sont interdits**, sauf ceux qui se déroulent dans l'eau, « **s'il y a surveillance** », tout en rappelant que 13 noyades sont à déplorer en France ces derniers jours dans ce contexte de canicule.

Une activité hospitalière déjà plus soutenue à Rouen

Bien sûr, la vigilance est accrue concernant les personnes vulnérables, dans les Ehpad et les établissements de santé. Sur ce volet, les services sanitaires indiquent qu'actuellement (*lundi en fin de journée*), l'activité dans les hôpitaux du Havre, de Dieppe et d'Elbeuf est conforme à l'activité habituelle, **mais elle est déjà un peu plus soutenue à Rouen**.

« Notre souci dans ce contexte est de préserver la **capacité de notre système sanitaire à accepter le choc**, à absorber des flux sanitaires plus importants et à protéger les personnes vulnérables accueillies ainsi que les agents », souligne le préfet.

Du côté des établissements scolaires, « **l'immense majorité des établissements scolaires va continuer à accueillir le public**, avec des fermetures temporaires localement », indique Jean-Benoît Albertini.

41 écoles fermées dans le département et des horaires décalés

Soit actuellement 41 écoles fermées dans le département, et une centaine qui appliquent une fermeture partielle, avec fermeture l'après-midi.

Du côté des collèges, **la moitié d'entre eux a adapté ses horaires d'accueil**, optant également pour une fermeture à la mi-journée.

Du côté des pompiers, la vigilance est à son maximum auprès des personnes vulnérables et une vigilance de chacun est requise pour traquer tout risque d'incendie, qui pourraient être causés par des artifices ou des **mégots jetés négligemment dans l'espace public**.

Et pour rappel, en cas d'urgence, un réflexe, le 15.

Des mesures prises au Havre et à Rouen

- Localement, les communes prennent également leurs propres mesures. [Au Havre](#), à partir du 23 juin, les **piscines municipales sont accessibles à 1 euro**. Il durera tout l'été.

Les pataugeoires de la plage et du parc François Mitterrand sont mises en service à compter du mardi 23 juin.

Par ailleurs, pour faciliter l'accès des usagers **aux centres de recyclage** à des heures plus fraîches, ceux-ci seront accessibles de 7h à 16h, sur les jours d'ouverture habituels, jusqu'à vendredi inclus.

Retrouvez tout ce qu'il faut savoir au Havre pendant la canicule [en cliquant sur ce lien](#).

- Même état d'esprit à [Rouen](#) : la Ville met en place exceptionnellement du samedi 20 au vendredi 26 juin inclus l'opération « Piscine à 1€ » **pour les piscines Guy Boissière, située sur l'Île Lacroix, et Denis Diderot**.

Les dortoirs des écoles maternelles municipales les plus exposées à la chaleur vont être dotés de **brumisateurs et de ventilateurs/brumisateurs** supplémentaires. Les crèches disposent de climatisations portatives.

Plusieurs points d'eau ont été disposés ces derniers mois pour permettre aux habitants de se rafraîchir. Leur localisation est [accessible sur le site de la Ville](#).

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Direct. Alerte rouge canicule en Seine-Maritime : des écoles fermées, 40°C... suivez l'essentiel de l'info à Rouen et au Havre

Mathieu Charré

6-8 minutes

Le département de la Seine-Maritime passe en vigilance rouge canicule mardi 23 juin 2026 à midi. Suivez l'ensemble des informations à ne pas manquer avec notre direct.

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Météo France](#)

[Vague de chaleur](#)



Le département de Seine-Maritime passe en vigilance rouge canicule mardi 23 juin 2026 à midi.
(©FM/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 23 juin 2026 à 6h38 ; mis à jour le 23 juin 2026 à 6h49

L'essentiel

- La Seine-Maritime passe en alerte rouge canicule mardi 23 juin à midi comme tous les départements de Normandie, une première. L'alerte dure pour l'instant jusqu'à jeudi inclus. Un

point quotidien est prévu.

- L'immense majorité des établissements scolaires continue à accueillir le public. 41 écoles sont fermées dans le département, une centaine partiellement fermées.
- Les événements sportifs sont interdits quand le rassemblement se fait dans des lieux exposés à la chaleur. Dans l'eau ce n'est pas interdit, s'il y a surveillance.

La [canicule](#) s'installe et s'intensifie. Lundi 22 juin 2026, le préfet de Seine-Maritime a annoncé placer **le département en vigilance rouge**, rejoignant les 49 départements déjà à ce stade – un record en France. L'alerte rouge débutera à partir du mardi 23 juin à 12h. Quelles conséquences à [Rouen](#) et au [Havre](#) ? Comment réagir pour faire face à cet épisode qui va durer au moins jusqu'à jeudi ? *76actu* fait le point avec vous, jour après jour, heure par heure, jusqu'à la fin de cette alerte rouge.

9h00. Se rafraîchir pendant la canicule

Pour les habitants de Rouen, nous vous avons listé plusieurs idées pour vous rafraîchir en cas de fortes chaleurs [dans notre article](#). À noter que les piscines municipales sont accessibles pour 1 euro. Même décision pour les piscines au Havre.

Dans la cité Océane, les pataugeoires de la plage et du parc François Mitterrand sont également mises en service à compter du mardi 23 juin. « Parmi les grands espaces de fraîcheur en ville figurent notamment les Jardins suspendus, le square Saint-Roch, les jardins de l'Hôtel de Ville, le parc forestier de Montgeon, le parc de Rouelles ou encore le parc Hauser », liste la municipalité.

Pour ce qui est des baignades, « il est demandé de toujours privilégier les zones autorisées et surveillées, de surveiller de manière permanente les plus jeunes et d'être particulièrement vigilant au risque d'insolation », prévient de son côté la préfecture.

8h20. Des points d'eau installés sur le territoire rouennais.

La Ville de Rouen a fait savoir que plusieurs points d'eau ont été installés sur l'ensemble du territoire.

Sur la rive droite : place Alfred-de-Musset, cimetière du Nord, cimetière Monumental, square Verdrel, jardin de l'Hôtel de Ville, parvis de l'hôtel de Ville, place Saint-Marc, quai bas rive droite, cimetière de l'Ouest, jardins Jean de Verrazane, place Martin-Luther-King.

Sur la rive gauche : quais bas rive gauche, hangar 108, allée François-Mitterrand, jardin Saint-Sever, square du Saule Pleureur, jardin des Plantes, cimetière Saint-Sever.

Toutes les infos [ici](#).

7h50. L'usine Renault à Sandouville s'adapte à la chaleur

Face à la canicule, l'usine Renault à Sandouville, près du Havre, a pris [des mesures pour ses salariés](#).

De son côté, la préfecture de la Seine-Maritime rappelle aux employeurs « leurs obligations légales en matière de santé et sécurité » et note qu'ils doivent « intégrer le risque 'fortes chaleurs' dans le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et adapter l'organisation du travail (aménagement des horaires, réduction des cadences, rotation des tâches) afin de limiter l'exposition ».

7h20. Les examens sont maintenus

« La tenue des examens prévus ce mardi 23 juin n'est pas remise en cause », a fait savoir la préfecture de la Seine-Maritime dans un communiqué publié lundi en fin de journée. Et de préciser : « Au cas par cas, des mesures sont prises quant à la sécurité des candidats et personnels pendant les épreuves (grand oral, français) ».

Par ailleurs, les manifestations sportives sur la voie publique, en plein air ou dans des espaces intérieurs non climatisés ou rafraîchis sont interdites.

7h05. Les écoles restent ouvertes à Rouen et au Havre, mais pas partout

Lundi, près de 150 établissements scolaires de l'académie de Normandie ont fermé en raison des fortes chaleurs.

Ce mardi, **de nouvelles fermetures sont annoncées**, une cinquantaine sur l'ensemble du département. Ce ne sera pas le cas au Havre. La Ville a annoncé que « les écoles, crèches, cantines et accueils périscolaires fonctionnent normalement, avec des ajustements selon les conditions de chaleur ». Même décision à Rouen avec la possibilité laissée aux parents qui le souhaitent et le peuvent de garder leur enfant chez eux.

Du côté de Lillebonne et de Montivilliers, les municipalités ont pris la décision de fermer les écoles et les crèches. Même décision à Petit-Quevilly, dans l'agglo rouennaise. À Harfleur, toutes les écoles de la ville seront fermées l'après-midi jusqu'à vendredi inclus.

L'ensemble du dispositif est susceptible d'évoluer au cas par cas en fonction de l'évolution des températures et des recommandations de la préfecture.

6h50. La météo prévue en Seine-Maritime

Ce mardi, le mercure va grimper. Dès la matinée, il fera 30°C avec des risques d'orages sur le nord-est du département. Les températures continueront de monter dans la journée, avec un soleil de plomb et **39°C attendus au Havre, 38° C à Rouen**. La nuit suivante restera chaude avec des températures minimales comprises entre 19 et 23 °C.

6h30. Bienvenue sur notre direct

Bonjour et bienvenue sur notre direct. Le long de cette longue et chaude journée, nous allons vous tenir au courant de toutes les dernières informations liées à la canicule à Rouen, au Havre et dans leurs régions.

En premier lieu, n'oubliez pas de vous hydrater ! Ce mardi, les températures pourraient atteindre les 40°C par endroits.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Canicule en Normandie : pour ce climatologue, « les modèles évoquaient ça pour 2040-2050... »

Paris Normandie

6-8 minutes

Une canicule de cette intensité et à cette période de l'année en Normandie n'a rien d'anodin.
Décryptage avec François Beauvais, expert normand.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par la rédaction

Publié: 23 Juin 2026 à 06h09 Temps de lecture: 1 min

Enseignant-chercheur à l'Université [de Caen](#) Normandie, le géographe, spécialisé en climatologie et agroclimatologie, François Beauvais décrypte le phénomène météorologique qui plane sur la Normandie. Et ce qu'il dit du climat et de son évolution.



Les températures ont déjà tutoyé les 40°C à Rouen... Et cela n'est pas terminé. - photo Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON CLÉMENT

Quel regard portez-vous sur l'épisode de chaleur intense qui frappe la Région ?

François Beauvais : « Rappelons d'abord l'épisode de chaleur en mai, avec une première [vigilance canicule](#) qui était déjà inédite pour la région. Il fallait remonter à 1953 pour retrouver des températures approchant à Caen pour la même période. Actuellement, on enregistre des températures dépassant les 40°C dans certaines parties de la région. On vit clairement quelque chose qui sera commun dans quarante ou cinquante ans et que les modèles climatiques évoquaient... pour les années 2040-2050 ! »

Et que répondez-vous quand on vous rappelle que 2003 ou 2022 ont aussi connu des périodes très chaudes ?

« Oui, il y a eu des périodes exceptionnelles. Mais, là, il y a eu un premier épisode en mai. Et il y a celui-ci : nous sommes en juin, la durée du jour est plus longue, nous sommes donc [exposés à la chaleur](#) plus longtemps. Cela a des conséquences sur la santé avec une fatigue accrue, des nuits tropicales moins réparatrices... Les villes sont particulièrement touchées car les îlots urbains stockent la chaleur et la restituent la nuit : les températures baissent donc moins vite qu'à la campagne, par exemple. »

« Dans le futur, on sera sur des 47-48°C ! »

Que peut-on apprendre de ces épisodes caniculaires ?

« Ce sont des années laboratoires qui nous permettent de voir de quoi sera fait le futur. Si on est vulnérable maintenant, il faut agir rapidement car la fréquence des épisodes va augmenter et leur intensité s'intensifier. Cela veut dire revégétaliser les villes, par exemple. Les canicules d'aujourd'hui, c'est 38-40°C. [Dans le futur](#), on sera sur des 47-48°C ! »

Peut-on espérer une hausse plus modérée ?

« Si l'on prend la période 1976-2005, il y a eu, chaque année sur la Normandie, seize jours durant lesquels il a fait plus de 25°C ; une moyenne globale. Si on part du principe que l'on réduit nos émissions de gaz à effet de serre et que l'on respecte les Accords de Paris [de la Cop21 de 2015, NDLR], on passera à vingt-sept jours pour 2071-2100. Si on ne fait rien, on passe à cinquante jours, avec, si l'on rentre dans le détail, des zones comme Évreux où cela durera jusqu'à quatre-vingt-dix jours ; comme dans certaines villes du pourtour méditerranéen. Il ne faut pas sombrer dans le catastrophisme mais ce sont des données suffisamment alarmantes. D'autant que des solutions existent. Mais il faut réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre. Cela fait des décennies que la communauté scientifique alerte sur ces risques : c'est aux politiques d'agir. Et cela peut se faire à l'échelle d'une ville, d'une région... »

Vous êtes également agroclimatologue. Quel impact ces épisodes de chaleur ont-ils sur notre agriculture ?

« Sur le lin, la fibre est touchée : elle devient creuse. Pour le blé ou l'orge, au-delà de 25°C (et on a déjà eu huit jours au-dessus de cette température en mai), on perd du rendement, jusqu'à 1,5 quintal par hectare par jour. Pour les éleveurs, la production laitière est touchée. Le maïs subit aussi... Et les perspectives ne sont pas, à date, réjouissantes. Si l'on compare les normales climatiques, de 1951 à 1980, la température moyenne annuelle à Caen était de 10,4°C. Entre 1991 et 2020, on est monté à 11,5°. Les scénarios pour 2071-2100, c'est 12° (si on réduit les émissions) ou 14,4° si on ne fait rien. Ce sont des données que l'on retrouve dans le sud de la France. »

Lire aussi



[Recours déposé après les élections municipales à Notre-Dame-de-Bondeville : la justice a tranché](#)



Terres-de-Caux. Une disparition inquiétante concernant une septuagénaire atteinte de la maladie d'Alzheimer

Gilles Anthoine

~1 minute

La gendarmerie de Seine-Maritime lance un appel à témoins. Jocelyne Frechon, 77 ans et originaire de Neuville-lès-Dieppe, est portée disparue depuis vendredi 19 juin. Elle a quitté sa maison de retraite située à Terre-de-Caux, entre 11h et midi.

Cette personne est atteinte de la maladie d'Alzheimer, ce qui peut entraîner une désorientation et des difficultés à retrouver son chemin.

Appel à témoins

La femme mesure environ 1,60 mètre et pèse 45kg. Elle est maigre, a les cheveux courts gris-blanc et ses incisives sont décalées. Toute personne pensant pouvoir aider les gendarmes à la localiser peut contacter la brigade de Terres-de-Caux au 02 35 96 76 77.

Pointe de Caux. Affaires marquantes, travail collectif : à la compagnie de gendarmerie du Havre, le duo de commandants sur le départ se remémore des moments forts

Luc Gallais

3-4 minutes

C'est une page qui s'apprête à se tourner à la compagnie de gendarmerie départementale du Havre. Le lieutenant-colonel Agathe Ponge, sa commandante, et le capitaine Yannick Vallée, commandant en second, vont tous les deux quitter au 1^{er} août la caserne Eblé. La première va rejoindre pour un an la prestigieuse Ecole de Guerre à Paris quand le deuxième va être affecté à la compagnie de Caen, en tant que commandant en second.

"Près de 6 800 crimes et délits" en trois ans

Lors d'une cérémonie, mercredi 10 juin, Agathe Ponge souhaitait retenir *"des défis, des rencontres, un territoire avec beaucoup d'humanité. On ne réussit pas seul ici"*. Durant ses trois années à la tête d'une compagnie avec 120 militaires à ses ordres, sur une zone de 66 communes, *"près de 6 800 crimes et délits ont été enregistrés"*. *"Ce chiffre ne raconte pas tout, les interventions au milieu de la nuit, les longues et complexes enquêtes, les moments parfois difficiles. Mais il en dit long sur l'engagement collectif."* Plusieurs événements ont marqué le chapitre havrais de la cheffe d'escadron, comme les [manifestations agricoles sur les ponts de Normandie](#) et de [Tancarville, l'encadrement du passage de la flamme olympique à Mirville en juillet 2024](#), [l'affaire des chevaux mutilés dans le pays de Caux à l'été 2025](#), *"sans compter les nombreuses affaires judiciaires qui ont occupé nos pensées pendant plusieurs mois"*. La commandante n'a pas oublié de saluer le travail du PSIG, des brigades territoriales d'Epouville sur des affaires de faux coursiers, de Saint-Romain-de-Colbosc ou de la communauté de brigades de Terres-de-Caux pour [la récente enquête résolue sur un recel d'œuvres d'art volées](#). Et de rendre hommage à son *"fidèle second"*. *"J'ai eu une chance énorme d'avoir Yannick à mes côtés, toujours disponible et investi, tu m'as fait beaucoup progresser grâce à tes qualités remarquables et tu as assuré les intérim avec efficacité."*

"Quatre années riches humainement et opérationnellement"

Arrivé en août 2022, Yannick Vallée *"connaissait les défis en matière de sécurité sur un territoire aussi stratégique"*. Cependant, *"je ne mesurais pas à quel point ces quatre années seraient riches humainement et opérationnellement."* Sous le regard du général Eric Delain, commandant de la région de gendarmerie de Normandie et du groupement de Seine-Maritime, le capitaine, parfois ému, s'est remémoré des investigations au long cours, avec la brigade de recherche pour

certaines. "[Il y a eu une affaire hors norme, le 30 décembre 2024, avec la saisie de plus de 2 tonnes de cocaïne dans un container sur le port du Havre](#). On est monté sur tous les fronts : les blocages lors de la réforme des retraites et les émeutes après le décès du jeune Nahel en 2023, mais aussi la sécurisation du départ de l'Armada. Mais on n'est rien sans l'engagement des hommes et des femmes qui œuvrent chaque jour en tant que gendarmes."

Une mère déclare la disparition de sa fille, la police découvre un réseau de prostitution dans des logements A

Boris Letondeur

2-3 minutes

Le commissariat du Havre a mis à jour un réseau de prostitution et arrêté son proxénète présumé après qu'une mère a déclaré la disparition inquiétante de sa fille. Les actes sexuels tarifés se réalisaient dans un logement de location AirBnB où deux jeunes majeures ont été retrouvées.

Tout commence le 9 juin 2026 lorsque la mère d'une jeune femme, tout juste majeure, se rend au commissariat de police du Havre. Elle est inquiète et explique que sa fille a disparu. Selon ses dires, les derniers contacts qu'elle avait pu avoir avec elle sont de nature à laisser supposer qu'elle n'était pas dans son état normal et qu'elle pouvait se prostituer.

Aussitôt, les policiers ouvrent une enquête en flagrant délit. *"Les investigations sur les réseaux sociaux et les auditions réalisées permettent de confirmer l'existence des faits de prostitution sur Le Havre à l'égard de deux jeunes filles depuis plusieurs semaines via des annonces sur des sites spécialisés"*, détaille Soizic Guillaume, procureur de la République du Havre.

Ces mêmes recherches établissent la [location régulière de logements à partir de l'application AirBnB pour que les actes tarifés aient lieu](#). *"La bonne collaboration entre les services de police et le propriétaire de l'appartement a permis de faciliter l'interpellation d'un homme d'une vingtaine d'années, soupçonné d'être le proxénète des jeunes filles"*, révèle le parquet.

[La promotion des prestations sexuelles tarifées des jeunes filles se faisait sur des sites spécialisés.](#) • © Pierre-Yves ROYET / MAXPPP

Placé en garde à vue, le suspect a été présenté au tribunal dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate le vendredi 19 juin. Le prévenu a sollicité un délai pour préparer sa défense, qui lui a été accordé. En attendant son retour devant le tribunal, il a été placé en détention provisoire.

Grâce aux radars, l'objectif est de faire baisser la vitesse dans le bourg de cette commune de Seine-Maritime

Pauline Defoix

~3 minutes

Depuis quelques jours, des radars pédagogiques ont pris place dans le centre de La Crique. L'objectif : réduire la vitesse dans le cœur du village.

Sur le même thème

[Pays de Bray](#)

[Radars](#)

[Sécurité routière](#)



Deux radars pédagogiques ont été installés dans le centre de La Crique. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Pauline Defoix](#) Publié le 22 juin 2026 à 12h22

Ils ont tout d'abord été dans le centre de [La Crique](#), près de **Bellencombre (Seine-Maritime)** non loin de la mairie et de la salle polyvalente. Désormais un peu plus éloignés « aux entrées et sorties de la commune », des [radars pédagogiques](#) ont été installés il y a près de trois semaines.

Une prise de conscience des automobilistes

Prêtés par les services de la [Communauté de communes Bray Eawy](#), « ces radars pédagogiques ont pour mission de faire réaliser aux conducteurs la vitesse à laquelle ils roulent et arrivent dans le centre du village », explique le maire, **Jacques Vacher**.

Si des radars pédagogiques ont été installés dans la commune « c'est parce que nous avons constaté des véhicules circulant à vive allure », indique l'édile.

Par ailleurs, avec la présence du parc de jeux, du [city-stade](#) et de la salle polyvalente « des lieux très fréquentés par les enfants, il fallait prendre des mesures pour qu'une prise de conscience émerge chez les conducteurs de véhicules, quels qu'ils soient », déclare-t-il.

Des aménagements à venir ?

S'il ne s'agit que de radars pédagogiques, leur installation pour deux mois va permettre de mesurer la vitesse et de voir si nous devons lancer des démarches pour réaliser des infrastructures pour faire **baisser la vitesse** dans le centre de la commune.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Des radars qui ont notamment été installés dans des communes environnantes, comme [Bradiancourt](#) il y a quelques mois.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Dégradations d'un cimetière et d'une église près de Rouen : des tags CGT et PS sur les tombes

Robin Rioult

2-3 minutes

Qu'est-ce qui pousse à s'en prendre à des tombes ? L'alcool, l'ennui ou une basse manœuvre politique ? Le week-end dernier, beaucoup se posaient la question après la découverte de dégradations sur les murs extérieurs de l'église Saint-Léger, ainsi que sur plusieurs sépultures comme sur le calvaire du monument aux morts.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Impossible de louper ces tags noirs, ou il est inscrit « PS », « CGT » et le « A » d'Anarchisme.



Sur les murs de l'église, le ou les vandales ont écrit « CGT » et « PS ». - PND

La municipalité a porté plainte

La police s'est rendue sur place dans la matinée du samedi 20 juin 2026 afin d'effectuer les premières constatations. « Une enquête a été ouverte », confirme [Sophie Boucquiaux, maire de la commune](#), qui a dû délaissier brièvement les préparatifs liés à la canicule pour faire face à cette

nouvelle urgence. La commune a déposé plainte.

Reste la question du coût. « *J'attends le devis, mais on avait restauré le monument aux morts l'année dernière ! Il était tout beau, tout propre... C'est dommage.* »



Sur plusieurs tombes, le ou les vandales ont écrit « CGT » et « PS ». - PND

Impossible en effet de nettoyer ces vieilles pierres sans faire appel à une entreprise spécialisée. Mais, en attendant que la police mette la main sur le ou les vandales, « *notre priorité, c'est surtout d'accompagner les familles qui ont été choquées par ce qui s'est passé* », reconnaît l'élue.





Sur les murs de l'église, le ou les vandales ont écrit « CGT » et « PS ». - PND

La CGT et le PS dénoncent le vandalisme

Handy Barré, secrétaire général de l'union locale de la CGT à Rouen, n'apprécie pas du tout de voir le nom de son syndicat mêlé à un acte pareil.

« Ce genre de fait est inadmissible ! On les condamne toujours, que ce soit ici ou ailleurs. »

Clément Maïtia, cosecrétaire de la section Grand ouest de Rouen du PS, est sur la même longueur d'onde. *« Cet acte est inqualifiable, on le condamne fermement et nous n'excluons pas de porter plainte. »*

« Ces actes blessent de nombreux habitants ». Dans cette ville près de Rouen, l'église et le cimetière

Mehdi Chebana

4-5 minutes

La municipalité de Saint-Léger du Bourg-Denis condamne une série de dégradations ayant visé la commune, notamment l'église et du cimetière.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les services de police se sont rendus à Saint-Léger du Bourg-Denis, le 20 juin 2026, pour procéder aux constatations.



Par [Mehdi Chebana](#)

Publié: 22 Juin 2026 à 06h53 Temps de lecture: 1 min

L'église, plusieurs sépultures et le monument aux morts de Saint-Léger du Bourg-Denis ont été profanés, ont constaté, samedi 20 juin 2026, les autorités de cette commune de 3 600 habitants, située à l'Est de Rouen.

« *La commune condamne avec la plus grande fermeté ces actes qui portent atteinte à notre patrimoine commun et blessent de nombreux habitants* », écrivent-elles [sur le réseau social Facebook](#).

La police sur place

Et de préciser que les services de police se sont rendus sur place, samedi matin, afin de procéder aux constatations nécessaires.

« *La municipalité tient à assurer de son soutien les personnes et les familles qui pourraient être affectées par ces actes et réaffirme son attachement au respect des lieux de mémoire, du patrimoine communal et des personnes* ».

Les services municipaux doivent intervenir, ce lundi 22 juin 2026, pour procéder au nettoyage des dégradations dans les meilleurs délais.

Des précédents dans la région

Ces derniers mois, plusieurs cas de profanation ont été constatés dans la région de Rouen. En février, la gendarmerie avait ouvert une enquête après le vol d'objets et d'hosties [dans les églises de Buchy et de Rouvray-Catillon](#).

Quelques jours plus tôt, la communauté catholique s'émouvait d'une tentative d'incendie de [l'église de Clères](#). En janvier, le diocèse de Rouen avait aussi porté plainte après le vol des hosties de [l'église Saint-Sever](#).

Lire aussi



À Rouen, la Fête de la musique se termine en course-poursuite avec la police

Blaise Diagne

~2 minutes

Refus d'obtempérer aggravé, conduite sans permis et sous empire de l'alcool (0,6 gramme par litre d'air expiré), violations graves du code de la route avec mise en danger d'autrui, etc. L'homme interpellé par la BAC tard dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 juin 2026 à [Bois-Guillaume](#) a multiplié les délits dans les rues de [Rouen](#), alors que la [Fête de la musique](#) se terminait à peine.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Tout commence par un contrôle de police a priori anodin, rue Lecanuet, en plein centre-ville. Le conducteur du véhicule refuse tout net de s'y plier, et accélère subitement. Il est 2 h 33, la course-poursuite s'engage.

Quatre feux rouges et un cédez-le-passage grillés

Elle est menée tambour battant, tant le chauffard roule vite, trop vite (des pointes à plus de 120 km/h sont enregistrées par les policiers), et au mépris du danger et du code de la route : quatre feux rouges sont grillés consécutivement, ainsi qu'un cédez-le-passage. L'individu au volant manque de renverser au passage une grappe de piétons engagés sur le passage clouté et évités de justesse.

Chemin de Clères, dans le bas de Bois-Guillaume, il quitte subitement son véhicule (qui ne lui appartient pas) et tente de s'enfuir en escaladant le portail d'une propriété privée. La brigade anticriminalité finit donc par l'appréhender. Il a 32 ans, demeure à Rouen, et est déjà très défavorablement connu des services de police, selon la formule consacrée.

Mairie, école, gare... des caméras de vidéosurveillance en cours d'installation à Bréauté

Suzelle Gaube

~2 minutes

Des années que le projet est dans les tiroirs et il prend enfin forme, se satisfait le maire de Bréauté, Jean-Claude Malo. Depuis fin avril – début mai 2026, plusieurs caméras de vidéosurveillance ont été installées dans le centre-bourg : à la mairie, à l'école et à la salle polyvalente. Mais elles ne sont pas encore opérationnelles, la fibre devant être mise en place.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une fin d'installation prévue début 2027

L'installation se déroulera en trois phases. En plus du centre-bourg, les secteurs de la gare et de la zone artisanale seront aussi équipés. Un aménagement qui s'achèvera début 2027, informe le maire. Une opération dans la durée, une antenne devant être fixée sur le château d'eau pour que les caméras fonctionnent via un système radio. « *Tout sera centralisé dans une pièce sécurisée à la mairie* », rassure Jean-Claude Malo.

Combien ça coûte ?

Le coût global ? 118 000 € HT, dont environ 65 000 € HT de subventions par le Département de la Seine-Maritime et l'État, avec la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et le fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). L'équipement, constitué de quatorze caméras, permettra aux gendarmes d'exploiter ces vidéosurveillances, dans le cadre de leurs enquêtes : Bréauté étant un axe important de passage.

Qui sont ces hommes qui abordent et photographient des enfants au Havre ?

Marie-Ange Maraine

8-10 minutes

Près d'un collège, dans les jardins de l'hôtel de ville du Havre ou dans la rue, plusieurs parents rapportent des comportements jugés inquiétants envers des enfants comme des tentatives de contact ou des photos, entre mai et juin 2026. Tous lancent aujourd'hui un appel à la vigilance.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les parents du Havre alertent au sujet de deux hommes qui ont pris en photo leurs enfants dans des circonstances suspectes. Les forces de l'ordre sont vigilantes. - Illustration Pressfoto Magnific



Par [Marie-Ange Maraine](#)

Publié: 23 Juin 2026 à 06h28 Temps de lecture: 1 min

L'inquiétude, la suspicion et la vigilance sont de mise ces derniers jours au collège Saint-Joseph du Havre. Tout est parti du témoignage d'une mère de famille, dont le fils est scolarisé dans l'établissement.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Mardi 16 juin 2026. Il est 15 h 20 lorsque Léo*, 11 ans, quitte le collège avec un camarade. À cette heure-là, ils sont quasiment les seuls élèves à sortir et la rue est déserte. Ou presque.

« L'homme bondit de la voiture. »

À quelques mètres de là, une Dacia grise est stationnée. Ses vitres sont teintées. Alors que les deux garçons s'approchent, un homme seul, assis côté passager du côté du trottoir, baisse sa vitre et leur fait signe de venir.

La suite, la mère de Léo* la raconte encore avec émotion. « *Ils se sont figés et c'est là que l'homme d'une soixantaine d'années aux lunettes et cheveux blancs a bondi de sa voiture. Mon fils et son copain ont pris peur et se sont mis à courir. En se retournant, ils ont vu l'homme retourner à la voiture, côté conducteur cette fois-ci, et partir précipitamment* », détaille-t-elle.

{ « Des rondes complémentaires » de la police

Soizic Guillaume, Procureure de la République

Une scène qui a profondément marqué les deux collégiens. Pourtant, rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que les intentions de cet homme étaient malveillantes. Aucune infraction n'est donc caractérisée. « *La police nationale m'a expliqué qu'on ne pouvait pas déposer plainte* », indique la maman de Léo.

Mais l'affaire est cependant prise très au sérieux comme le confirme Soizic Guillaume, procureure de la République au Havre. « *Les Forces de sécurité intérieure ont été contactées effectivement*

via la police municipale. Des rondes complémentaires vont être faites. Ces rondes vont permettre de vérifier si ce signalement repose sur des éléments tangibles de nature à justifier l'ouverture d'une enquête », explique-t-elle. Et d'ajouter : « nous recevrons évidemment toute plainte sur ce sujet ».

Deux jeunes garçons photographiés

Léo et son camarade ne sont pas les seuls à avoir vécu une expérience troublante. Louis* et un ami, eux aussi âgés de 11 ans et scolarisés en classe de 6e [à Saint-Joseph](#), ont rapporté des faits similaires. Ceux-ci remontent au mardi 5 mai 2026, là encore vers 15 h 20.

Les deux garçons marchent rue Lestorey-de-Boulongne. Un utilitaire de location est garé là. Arrivés à sa hauteur, les deux collégiens voient un homme d'une soixantaine d'années, cheveux blancs et lunettes, les prendre en photo. *« Il n'y avait rien d'autre que des containers à poubelles, rien à photographier et ils ont clairement vu le flash »,* précise la maman de Louis. Les garçons ont la présence d'esprit de prendre en photo la plaque d'immatriculation du véhicule. *« Nous sommes allés déposer une main courante au commissariat. C'est rassurant de savoir que nos inquiétudes sont prises au sérieux »,* confie la mère de famille.

{ *« Une photo de dos et centrée sur ses fesses »*

Maman de Julie*, 9 ans

Autre lieu, autre contexte mais véritable traumatisme pour les parents de Julie*, 9 ans. *« C'était mercredi 17 juin. J'emmenais ma fille de 9 ans faire de la [prévention routière au parc Albert-René](#), près du lycée Porte-Océane. Elle était à vélo et avait pris de l'avance sur moi dans les jardins de l'hôtel de ville. C'est là que j'ai vu un homme la prendre en photo. Il bloquait le passage du vélo »,* raconte la mère de Julie.

Elle interpelle l'homme d'1m80, *« d'origine asiatique et âgé de 70 ans environ »*. Le téléphone de l'homme est resté allumé et elle voit sur l'écran un cliché de sa fille. *« J'ai exigé qu'il supprime la photo. Une autre est apparue, toujours ma fille mais une photo de dos et centrée sur ses fesses »,* poursuit-elle. L'homme accepte de supprimer la photo, mais pas de vider sa corbeille. Il aura donc la possibilité de récupérer les images.

{ *« Je suis sortie du commissariat en pleurant »*

Maman de Julie*

Sous le choc, la mère de Julie décide d'aller au parc où elle sait que des policiers et gendarmes seront présents. Ceux-ci lui conseillent d'aller tout de suite déposer plainte. *« Je suis allée au commissariat, mais la policière qui m'a reçu a refusé de prendre ma plainte en arguant que l'homme n'a pas touché ma fille. Pas de main courante non plus, on m'a dit en soufflant que je n'avais qu'à faire des démarches en ligne. Je suis sortie du commissariat en pleurant »,* confie la mère de famille.

« J'ai revu les forces de l'ordre qui géraient la prévention routière. Ils m'ont proposé de rédiger tout de suite les faits sur papier en m'assurant qu'ils allaient enregistrer eux-mêmes la main courante. Je ne comprends pas qu'on ne prenne pas les choses plus au sérieux. Il y a un risque que des photos de ma fille se retrouvent sur des sites pédopornographiques », ajoute la maman, outrée.

Sans vouloir alimenter une quelconque psychose, ces trois mères de famille appellent à la vigilance au Havre. Un message qui résonne particulièrement dans un contexte où, partout en

France, les inquiétudes autour de la sécurité des enfants nourrissent de nombreux rassemblements et appels à une protection renforcée.

*Les prénoms ont été modifiés

Lire aussi

[Support our local scene : musique et bonne humeur pour fêter l'été au Fort de Tourneville du Havre](#)

[La Fêtes des Loisirs revient pour sa 6e édition à Saint-Romain-de-Colbosc](#)

[Canicule. Où trouver de la fraîcheur au Havre et dans sa région ces prochains jours ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Qui sont ces hommes qui abordent et photographient des enfants au Havre ?](#)



Les sauveteurs interviennent pour secourir deux migrants au large de Quiberville-sur-Mer

Mathieu Te Morsche

2-3 minutes

Plusieurs départs de migrants ont été observés dans la Manche le vendredi 19 et samedi 20 juin. Parmi eux, une embarcation a été assistée au large de Quiberville-sur-Mer.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Migrants](#)

[SNSM](#)



Une embarcation de migrants a été repérée vendredi 19 juin 2026 au large de Quiberville-sur-Mer (Seine-Maritime). ©Archives/SNSM Dieppe

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 22 juin 2026 à 14h00

Le 19 juin 2026, des gendarmes, à terre, signalent au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Gris-Nez un bateau de [migrants](#) au large de [Quiberville-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#).

Trois navires sont alors mobilisés : le canot *Notre-Dame-de-Bonsecours* de la **SNSM** de [Dieppe](#), la société nationale de sauvetage en mer, le bâtiment de soutien et d'assistance affrété *Argonaute* et un navire affrété par l'État, le *Minck*.

Deux personnes secourues

« Au cours de la traversée, **deux personnes** sont secourues par le Minck et sont ramenées saines et sauves à Boulogne-sur-Mer avant d'être prises en charge par les autorités terrestres », précise la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord.

Les autorités rappellent qu'elles ne contraignent pas les migrants à embarquer sur les moyens de sauvetage de l'État « pour éviter de mettre en péril leur vie en cas de **nauffrage** ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La police de l'environnement va mener plus de 1.000 contrôles sur l'année 2026 en Seine-Maritime

Simon Maunoury

3-4 minutes

Publié le lundi 22 juin 2026 à 9:05

Des contrôles environnementaux ont eu lieu, jeudi 18 juin 2026, dans les secteurs de Tôtes et de Yerville. La nouvelle station d'épuration de Val-de-Saône (Seine-Maritime) a été visitée par les autorités.

Ils étaient sur tous les fronts ce jeudi 18 juin 2026. La police de l'environnement organisait une grande journée de contrôles sur le bassin versant de la Saône (Seine-Maritime), dans le pays de Caux. **Des contrôles multi-thématiques liés à l'environnement** : pratiques agricoles, activités industrielles, stations d'épuration et gestion de l'eau ou encore la protection des espèces et des habitats.

La moitié des stations d'épuration du département non conformes

327 stations d'épuration sont en service en 2026 dans le département de la Seine-Maritime.

Seulement une sur deux est conforme aux réglementations de l'État. Il s'agit du quatrième département français avec le plus grand nombre de stations. À Val-de-Saône, une nouvelle structure a été ouverte fin 2025 pour remplacer l'ancienne station devenue obsolète.

"L'objectif du contrôle est de vérifier l'ensemble des points réglementaires : ouvrages et dispositifs de surveillance", souligne Delphine Bertrand, instructrice police de l'eau à la DDTM (Direction départementale des Territoires de la Seine-Maritime).

Aujourd'hui cette station n'est chargée qu'à 50 % de sa capacité, elle recevra des eaux usées d'autres communes prochainement. Pour Anne Torralba, maître d'œuvre et directrice adjointe de Verdi Normandie, **ces contrôles sont importants.** *"Ça permet de montrer que le travail est fait et que les réponses aux exigences réglementaires sont apportées, explique-t-elle. Il n'y a pas plus de réglementations qu'avant, les infrastructures sont simplement beaucoup plus surveillées."*

La durée de vie moyenne d'une station d'épuration est de 20 ans. Certaines, encore en service, ont plus de 30 ans et **demandent beaucoup de travaux et d'entretien** pour rester performantes. 1.059 contrôles sont programmés pour l'année 2026 en Seine-Maritime.

- [Pollution de l'eau](#)
- [Parcs naturels](#)
- [Eau](#)

Une opération de grande ampleur : la police de l'environnement met le paquet sur les contrôles en Seine-Maritime

Rayane Beyly

5-6 minutes

Une opération de contrôle de grande ampleur menée par différents services de la police de l'environnement a été réalisée sur le bassin-versant de la Saône (Seine-Maritime).

Sur le même thème

[Eau potable](#)

[Environnement](#)

[Santé](#)



Directrice générale adjointe technique pour Terroir-de-Caux (Seine-Maritime), Amélie Boutillier a accueilli les équipes de la DDTM lors du contrôle à la station d'épuration de Val-de-Saône. ©Les Informations Dieppoises / Rayane Beyly

Par [Rayane Beyly](#) Publié le 19 juin 2026 à 17h05

Près de 40 agents rattachés aux différents services de police de l'environnement de la [Seine-Maritime](#) se sont mobilisés, **jeudi 18 juin 2026**, dans le cadre d'une vaste opération de contrôle

menée sur le secteur du **bassin-versant de la Saône**, comme à [Saint-Crespin](#), Beauval-en-Caux ou Lamberville.

L'opération visait notamment les installations **classées** et activités industrielles, les activités littorales, ou encore les pratiques agricoles (nitrates, phytosanitaires).

C'était la première fois qu'un **contrôle interservices** de cette ampleur était réalisé. Au total, **70 communes** étaient concernées par l'opération, qui a réuni à la fois des agents de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) et de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).



La sous-préfète de l'arrondissement de Dieppe, Audrey Baconnais-Rosez, était présente lors du contrôle de la police de l'environnement à la station d'épuration de Val-de-Saône. ©Les Informations Dieppoises / Rayane Beyly

La gendarmerie nationale et des agents d'établissements publics, comme l'office français de la biodiversité (OFB), étaient également présents.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Beaucoup de monde, en somme, dispatché en une quinzaine d'équipes.

Les stations d'eaux usées dans le viseur

« C'est une opération de contrôle placée sous la double autorité des parquets de Rouen et de [Dieppe](#), et du préfet de la Seine-Maritime. Il s'agit d'avoir une action coordonnée sur l'ensemble du bassin-versant, depuis l'eau des fleuves et des rivières jusqu'à l'estran », fait savoir la sous-préfète de l'arrondissement de Dieppe, [Audrey Baconnais-Rosez](#).

Selon les chiffres provisoires transmis par la préfecture, 18 sites ou territoires ont été contrôlés sur l'ensemble de la journée.

La [station d'épuration de Val-de-Saône](#), inaugurée en septembre 2025, en faisait partie par exemple.

Cette infrastructure située dans la communauté de communes [Terroir-de-Caux](#), dont la capacité de traitement équivaut à 2000 habitants, figure parmi les **327 stations d'épuration de Seine-Maritime**, quatrième département de France à en compter le plus.

Dans la mesure où près de la moitié des stations du département sont **non conformes**, la police de l'environnement surveille particulièrement les **stations d'eaux usées**, bien que la station de Val-de-Saône, très récente, ne souffre pas des problèmes de dimensionnement de l'ancienne station de la commune, « qui ne répondait plus aux normes environnementales, avec des départs de boue importants », rappelle Delphine Bertrand, chargée de la police de l'eau à la DDTM 76.

De possibles sanctions pécuniaires

C'est d'ailleurs à la suite d'un arrêté de mise en demeure que la collectivité de Terroir-de-Caux avait dû construire la nouvelle station d'épuration à Val-de-Saône.

Quels que soient les sites concernés par les contrôles, dans le cas où des points de non-conformité sont relevés, « un rapport de manquement administratif » est fait, précise Delphine Bertrand, afin de demander à la collectivité de **se mettre en conformité** sous un certain délai.



À l'issue de la journée du 18 juin 2026, 59 conformités, 33 non-conformités et 32 dossiers encore en cours d'examen ont été relevés, selon les chiffres provisoires. ©Les Informations Dieppoises / Rayane Beyly

Si ce délai n'est pas respecté, un arrêté de mise en demeure est prononcé. Et enfin, si cette mise en demeure n'est pas respectée, des **sanctions pécuniaires** peuvent suivre.

Cette journée de contrôle inédite a en tout cas permis de vérifier 124 points sur l'ensemble des sites, d'après les premiers chiffres établis. **Cinquante-neuf conformités** et **33 non-conformités** ont été relevées, tandis que **32 dossiers sont encore en cours d'examen**.

Plus de 800 non-conformités relevées en 2025

À ce stade, 55 suites sont envisagées, y compris dans les dossiers encore en cours d'examen.

En 2025, 1 238 contrôles avaient été réalisés, pour 802 non-conformités et **408 suites administratives et judiciaires**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[Mise à jour] Bolbec. Ecoles et équipements sportifs fermés à cause du passage en vigilance rouge canicule

Cédric Thomire

2-3 minutes

Mise à jour lundi 22 juin à 23 h 17 : La situation a évolué en fin d'après-midi avec le placement de la Seine-Maritime en vigilance rouge canicule à compter du mardi 23 juin. La Ville de Bolbec a annoncé la fermeture exceptionnelle des écoles, des centres de loisirs et de l'ensemble des équipements sportifs municipaux jusqu'au jeudi 25 juin inclus. Ces mesures ont été prises afin de garantir *"la sécurité et le bien-être des enfants"* face à cet épisode de chaleur exceptionnel.

Que ce soit en ville ou à la campagne, des maires ont pris des arrêtés municipaux pour fermer les écoles. A Bolbec, Christophe Doré a fait le choix inverse. Il a pris sa décision dimanche après avoir consulté les services municipaux et ses collègues élus. *"Nous ne sommes pas en vigilance rouge. Je sais pertinemment que des enfants qui vivent dans des immeubles ou des maisons mal isolés et particulièrement exposées au soleil seront mieux à l'école que chez eux. Tout le monde n'a pas un jardin ni un logement avec des pièces fraîches"*.

- **A lire aussi.** [Lillebonne. "Je ne veux prendre aucun risque" : le maire ferme écoles, crèches et infrastructures sportives](#)

Des cours arborées et de l'eau fraîche

Le maire fait entièrement confiance aux enseignants pour adapter la journée à la situation. *"Dans certaines écoles, il y a des cours arborées. Il y a de l'eau fraîche partout. Encore une fois, si je prends cette décision, c'est parce que des enfants seront mieux en classe, avec leurs camarades, à faire des activités pédagogiques et éducatives, que chez eux"*, insiste-t-il. Il laisse le soin aux parents de juger ce qui est le mieux à faire pour leurs enfants en fonction de leur situation personnelle. *"Pour moi, l'éducation est quelque chose d'essentiel. Si toutefois notre département bascule en vigilance rouge, alors nous suivrons les demandes du préfet et du directeur académique des services de l'éducation nationale"*, conclut-il. La décision du maire reste soumise à d'éventuelles décisions du préfet de Seine-Maritime pour le reste de la semaine.

Canicule. L'usine Renault de Sandouville adapte et réduit les horaires pour protéger ses salariés

Cédric Thomire

3-4 minutes

A chaleur exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Face à la nouvelle vague de chaleur qui touche la France, une commission chaleur extraordinaire s'est réunie lundi 22 juin à l'usine Renault de Sandouville, près du Havre, afin d'adapter les conditions de travail de ses salariés et intérimaires.

[Le plan chaleur mis en œuvre fin mai](#), qui prévoit notamment la distribution d'eau fraîche et des pauses supplémentaires lorsque la température dépasse 27°C dans les ateliers, montre ses limites face aux températures attendues cette semaine. Selon le syndicat FO, ce seuil était déjà atteint vers 8h45 dans certains secteurs de l'usine lundi matin.

Un plan chaleur renforcé

"Il y a trois semaines, le plan chaleur était à la hauteur. Mais il fallait le renforcer car nous n'avons jamais connu de telles températures", explique Fabien Gloaguen, délégué syndical FO. La mesure la plus marquante concerne les salariés de l'équipe d'après-midi. Leur journée de travail sera écourtée : ils termineront leur poste à 19h30 au lieu de 21h20. Cette adaptation nécessite notamment une réorganisation des transports assurés par les transporteurs. *"Cette réduction du temps de travail s'ajoute au capital temps entreprise, donc la conséquence financière ne se fait pas au détriment des salariés"*, précise le représentant syndical.

Une pause supplémentaire pour l'équipe de nuit

Pour l'équipe de nuit, qui travaille de 21h20 à 5h20, une troisième pause est accordée. *"Il faut savoir que la chaleur s'accumule toute la journée et que c'est en début de soirée qu'il fait le plus chaud dans les ateliers"*, souligne Fabien Gloaguen. FO a également demandé la mise en place de pauses de cinq minutes plus fréquentes pour les salariés travaillant dans les cabines de peinture, particulièrement exposés à la chaleur. Une demande qui a été acceptée. Ces mesures s'appliquent pour l'instant jusqu'à jeudi 25 juin.

Des mesures validées en CSE

Présenté lors du comité social et économique (CSE) extraordinaire réuni lundi 22 juin à 10h30, l'ensemble de ces mesures a été validé. La direction sera-t-elle amenée à aller encore plus loin si les températures continuent de grimper ? *"Si nous passions en vigilance rouge, ce serait alors au gouvernement, via les préfets, de prendre des mesures radicales, quitte à arrêter l'usine"*, estime

Fabien Gloaguen.

La CGT rappelle le droit de retrait

De son côté, la CGT a diffusé un message sur son application interne pour rappeler aux salariés qu'ils peuvent exercer leur droit de retrait. "*Si vous estimez que les conditions de travail liées à la chaleur présentent un danger grave et imminent pour votre santé, vous pouvez exercer votre droit de retrait*", indique le syndicat.

Lillebonne. "Je ne veux prendre aucun risque" : le maire ferme écoles, crèches et infrastructures sportives

Cédric Thomire

~3 minutes

Toutes les écoles de [Lillebonne](#) seront fermées mardi 23 et jeudi 24 juin. Un arrêté municipal a été pris par le maire Patrick Cibois, en raison de la canicule. Pour lundi 22 juin, la commune avait conseillé aux parents de garder les enfants à la maison, tout en gardant les établissements scolaires ouverts. La recommandation a été particulièrement suivie dans les deux écoles du Clairval, où il n'y avait que deux élèves en maternelle et quatre (un seul l'après-midi) en élémentaire.

- **A lire aussi.** [Canicule inédite : jusqu'à 40°C attendus et des orages, les prévisions d'une semaine historique en Seine-Maritime](#)

"Je ne veux prendre aucun risque pour les enfants et le personnel"

Patrick Cibois est venu à la rencontre des enseignants et du personnel communal attaché aux écoles en début de matinée. *"L'école maternelle du Clairval, notamment son dortoir, est particulièrement exposée au soleil. Je ne veux prendre aucun risque pour la sécurité des enfants mais aussi celle du personnel qui travaille pour eux"*, explique-t-il. Sur place le personnel lui donne raison. *"Vendredi il y avait déjà 35° dans une salle de classe"*, confie une ATSEM. Un élève ne se sentant pas très bien avait dû repartir chez lui. L'endroit le plus frais de l'école se situe dans le couloir, à l'arrière des classes.

Sébastien Gervais, directeur de l'école élémentaire, a signalé au maire qu'il avait annulé les sorties scolaires qui devaient avoir lieu lundi au CHENE à Allouville-Bellefosse et à Aquacaux à Octeville-sur-Mer jeudi.

- **A lire aussi.** [L'usine Renault de Sandouville adapte et réduit les horaires pour protéger ses salariés](#)

Crèches et gymnases également fermés

La Ville a aussi décidé de fermer les crèches, l'accueil de loisirs et toutes les infrastructures sportives municipales jusqu'au jeudi 24 juin inclus. *"Mercredi matin je prendrai la décision pour la journée de vendredi"*, précise Patrick Cibois.

Lundi matin le maire s'interrogeait aussi sur l'éventuelle suppression d'une sortie des aînés dans l'Orne. La commune a déjà fait modifier le programme de la sortie auprès de l'autocariste pour

faire en sorte que les différents lieux fréquentés soient climatisés.

Depuis lundi matin la commune a mis en place une salle climatisée en mairie pour accueillir toutes les personnes qui le souhaitent.

« Aucune autorisation d'urbanisme ne pourra être donnée » : les élus s'opposent à ce projet d'antennes 5G à Dieppe

Rayane Beyly

4-5 minutes

Nicolas Langlois, maire de Dieppe, et Sébastien Jumel, président de Dieppe-Maritime, ont cosigné un courrier pour s'opposer au projet d'antennes 5G dans le quartier Caude-Côte.

Sur le même thème

[Antenne-relais](#)



Nicolas Langlois et Sébastien Jumel sont montés au créneau contre le projet d'antennes 5G envisagé dans le quartier Caude-Côte à Dieppe (Seine-Maritime). ©Archive / Camille Larher

Par [Rayane Beyly](#) Publié le 22 juin 2026 à 11h04

« Aucune autorisation d'urbanisme, permettant d'engager concrètement l'implantation d'antennes, ne pourra être donnée sans que la nécessité de déployer de nouveaux supports n'ait été démontrée ».

Leur position est claire : [Nicolas Langlois, maire de Dieppe](#), et [Sébastien Jumel, président de l'agglomération Dieppe-Maritime](#), se montrent particulièrement sceptiques à l'égard du projet

d'**implantation d'antennes 5G**, dans le **quartier Caude-Côte**, sur le toit de la résidence éponyme, **rue Pierre-Jacques-Féret**, à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

Et ils l'ont fait savoir par **un courrier commun**, adressé aux copropriétaires de la résidence, et diffusé sur les réseaux sociaux le 19 juin 2026.

Cette résidence qui compte **une soixantaine d'appartements** est concernée par un projet d'implantation de six antennes. Des habitants et parents d'élèves, qui s'inquiètent de la proximité de l'installation avec l'**école de Broglie**, se sont mobilisés contre ce projet, en signant une pétition. [Elle a rassemblé plus de cent signataires.](#)

La décision est imminente

Président du conseil syndical et habitant de la résidence, **Bertrand Manneville** s'était étonné de cette démarche : « SFR a jugé que notre bâtiment était bien situé pour la diffusion du réseau. Le syndic nous sollicite pour avoir notre avis, nous avons donné le feu vert pour qu'une étude soit menée », confiait-il récemment dans nos colonnes, rappelant que les antennes seraient dissimulées pour limiter l'impact visuel et que, de façon générale, « un secteur où il n'y a pas la fibre ou la 5G déprécie la valeur du bien ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une convention a ainsi été proposée à l'issue de l'étude menée. Elle doit être présentée lors de la prochaine assemblée générale du conseil syndical, **le mardi 23 juin 2026**.

« Des démarches isolées, sans tenir compte des enjeux paysagers et sanitaires »

Mais aux yeux de Nicolas Langlois et Sébastien Jumel, les opérateurs téléphoniques sont aujourd'hui engagés « dans une course au déploiement d'antennes dédiées, pour toujours mieux desservir chacun de leurs abonnés et gagner des parts de marché, est-il écrit dans leur courrier. Ils engagent **des démarches isolées**, sans tenir compte des **enjeux paysagers et sanitaires**. [...] Concernant votre quartier, il ressort qu'un nombre non négligeable d'antennes est déjà installé et qu'aucun problème de réseau n'ait été signalé », insistent-ils.

Une réflexion visant à prendre en compte les besoins réels en termes de couverture 4G/5G à l'échelle de Dieppe sera engagée par la Ville de Dieppe et l'agglomération Dieppe-Maritime, comme l'indiquent les élus, en attendant la **réponse du 23 juin**, après l'assemblée générale du conseil syndical.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La Ville de Caudebec-lès-Elbeuf reprend les concessions perpétuelles en état d'abandon au cimetière

Frédérique Thullier

~2 minutes

Aujourd'hui, les concessions funéraires au cimetière communal de Caudebec-lès-Elbeuf ne peuvent excéder trente ans. Mais depuis 1861, date à laquelle a été ouvert le registre, nombreuses étaient les sépultures à faire l'objet d'une concession perpétuelle.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« [Certaines sont en état d'abandon manifeste](#), constate le maire, Laurent Bonnaterre. *Nous sommes en train de faire le relevé, section par section. Sur l'ensemble du cimetière, qui compte quelque 4000 tombes, plusieurs centaines sont concernées.* »

Dans la section 9, une petite trentaine de tombes n'ont été ni fleuries, ni entretenues depuis très longtemps, et aucune inhumation n'y a été réalisée depuis au moins dix ans. À l'entrée du cimetière, sur les tombes concernées, en mairie et dans le bulletin municipal, la Ville a informé les familles qu'elle lançait une procédure de reprise.

Deux ans de procédure

« Cette procédure court depuis deux ans, précise l'élue. *Si personne ne se manifeste jusqu'à la veille de la reprise de la concession, les ossements seront récupérés, identifiés, et classés dans l'ossuaire du cimetière.* » Les terrains ainsi libérés seront alors remis en service en vue de [l'attribution de nouvelles concessions](#).

La délibération de reprise des concessions perpétuelles en état d'abandon sera soumise au conseil municipal, ce mercredi 24 juin 2026, à partir de 18 h 30.

Eurosatory 2026. Cette entreprise normande fabrique des gilets pare-balles pour l'armée et les forces de l'ordre

Ghislain Annetta

3-4 minutes

NAE regroupe les professionnels de l'aéronautique, du spatial, de la défense et de la sécurité en Normandie. Cette association, présidée par Philippe Eudeline, a été fondée en 1998. Elle participe à Eurosatory depuis 2014. En six participations, elle a étendu sa visibilité et celles de ses adhérents : + 139% de surface et + 83% d'exposants. Il faut dire qu'en 12 ans, le monde de la défense et de la sécurité a bien changé. Le rendez-vous mondial, qui s'est tenu du 15 au 19 juin à Villepinte, s'est déroulé sur fond de tensions géopolitiques alimentées par la guerre persistante en Ukraine, le conflit au Proche et au Moyen-Orient, les tensions sur l'énergie, la menace terroriste et le cyberterrorisme.

- **A lire aussi.** [Barentin. Une nouvelle enseigne s'est installée sur la zone commerciale](#)

"Nos produits sont engagés dans la guerre contre le narcotrafic et pas avec ceux qui l'alimente",

Dans ce secteur en pleine mutation technologique, le pavillon normand abritait 22 PME, avides de montrer leur savoir-faire aux clients et d'échanger avec des partenaires. Protecop n'y figurait pas puisque l'entreprise de Bernay, dans l'Eure, avait son propre stand. Toutefois, NAE ne s'est pas privée de mettre en avant l'innovation du seul fabricant français de gilets pare-balle. Il s'agit d'une protection balistique conçue spécialement pour les femmes. *"Tout ce qui existait jusqu'alors ne me convenait pas"*, admet Emmanuelle Hoebank, présidente de la société qu'elle gère, depuis 2022, avec son frère Louis-André Le Carpentier, directeur général. *"Il y a une demande forte de l'armée, de la police et de la gendarmerie. Nous sommes contents de pouvoir leur apporter une réponse française"*, poursuivent-ils de concert.

Un gilet pare-balles féminin

Protecop s'appuie sur les technologies de deux start-up tricolores Apollinaire Composites & Technologies et Tibeka Protections pour proposer, à Eurosatory, ce prototype issu de son usine euroise. Ce gilet pare-balles souple s'adapte à l'anatomie féminine tout en réduisant le nombre de points de faiblesses balistiques. Le modèle exposé paraissait plutôt convenir aux petits gabarits. Mais Emmanuelle Hoebank assure que ce gilet est déclinable dans toutes les tailles : *"On fait beaucoup de petites séries. Le principe, c'est un client, un produit"*.

L'entreprise familiale protège les polices et les armées du monde depuis 45 ans. Elle emploie 200

personnes et réalise 80% de son chiffre d'affaires à l'export. Elle possède deux usines en Tunisie et en Amérique latine. Son premier marché extérieur, c'est justement cette région du monde où elle s'est implantée depuis une dizaine d'années. Elle vit à 95 % de la commande publique. *"Nos produits sont engagés dans la guerre contre le narcotrafic et pas avec ceux qui l'alimente"*, résume Louis-André Le Carpentier. *"On doit présenter une carte de police pour acheter chez nous. Nos fabrications sont traçables"*.

Panama Club à Dieppe : pourquoi le tribunal administratif suspend la fermeture décidée par le préfet

Paris Normandie

2-3 minutes

Le Panama Club, la discothèque de la rue Louis-de-Bures à Dieppe, a été autorisée à rouvrir ses portes dès le vendredi 19 juin. Dans une décision rendue le 17 juin 2026, le juge des référés du tribunal administratif de Rouen a en effet suspendu l'exécution de l'arrêté préfectoral qui imposait la [fermeture administrative de l'établissement pendant un mois, à compter du 30 mai](#).

L'exploitant, la société Ho La La, avait engagé une procédure en référé afin d'obtenir la suspension de cette sanction dans l'attente d'un jugement sur le fond. Pour obtenir gain de cause, la société devait démontrer deux éléments : l'urgence de la situation et l'existence d'un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté préfectoral.

Sur le premier point, le tribunal a donné raison à l'exploitant. Les juges relèvent que l'entreprise affichait déjà un résultat d'exploitation négatif en 2025 et que sa trésorerie ne lui permettrait pas de faire face à ses prochaines échéances sans activité. Selon l'expert-comptable de la société, l'absence de chiffre d'affaires liée à la fermeture menaçait directement son équilibre financier.

« Doute sérieux »

Le préfet faisait valoir, de son côté, que la mesure était justifiée par la nécessité de préserver l'ordre public et la santé publique. Mais le tribunal estime qu'en l'état de l'instruction, certains faits retenus contre l'établissement ne présentent pas un lien suffisamment établi avec son fonctionnement ou ses conditions d'exploitation. Les juges considèrent ainsi qu'aucun intérêt public ne s'oppose à une réouverture anticipée de la discothèque.

C'est toutefois sur la procédure que la société obtient surtout satisfaction. Dans sa décision, le juge des référés retient qu'un « *doute sérieux* » sur la légalité de la décision préfectorale existe, concernant la régularité de la procédure contradictoire. La gérante du Panama Club soutenait en effet ne pas avoir été en mesure de présenter les observations demandées avant la signature de l'arrêté préfectoral.

Sans se prononcer définitivement sur la légalité de la fermeture, le tribunal considère donc que ce grief est suffisamment sérieux pour justifier une suspension immédiate de l'arrêté.

« Une procédure irrégulière » : pourquoi cette discothèque de Seine-Maritime a finalement pu rouvrir ses portes

Mathieu Te Morsche

3-4 minutes

La discothèque Le Panama club, à Dieppe (Seine-Maritime) était fermée à la suite d'un arrêté préfectoral. Le tribunal administratif de Rouen a décidé de suspendre ce dernier.

Sur le même thème

[Commerce](#)

Article réservé aux abonnés



Le Panama club de Dieppe (Seine-Maritime) a pu rouvrir ses portes plus tôt que prévu, le 19 juin 2026. ©Illustration / Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 22 juin 2026 à 20h00

La fermeture aura été plus courte que prévu. Alors que les portes de la discothèque **Le Panama club** à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) étaient censées rester closes jusqu'au 28 juin 2026, les fêtards ont de nouveau pu se déhancher sur la piste de dance dès ce vendredi 19 juin. La raison ? Le tribunal administratif de [Rouen](#) a **suspendu**, mercredi 17 juin, l'arrêté préfectoral statuant sur la

fermeture de l'établissement. La préfecture de la [Seine-Maritime](#) avait en effet engagé [une mesure de fermeture administrative](#) fin mai.

« Les fautifs ne sont pas punis »

Pour justifier cette décision, les autorités s'étaient appuyées sur les **troubles** recensés aux abords de la discothèque, comme des violences, des agressions sur la voie publique, ou des conducteurs en état d'ivresse.

La gérante de l'établissement, Sylvia Roussel, expliquait dans nos colonnes ne pas comprendre la décision de la préfecture. « Les fautifs ne sont pas punis, nous, oui. On ne se bat pas dans les rues, nous n'agressons pas des gens, c'est inadmissible », disait-elle.

L'exploitante déclarait notamment ne pas avoir obtenu de rendez-vous auprès de la **sous-préfecture** de Dieppe pour donner ses arguments. Début juin, Sylvia Roussel a entamé des démarches pour contester la fermeture.

« Irrégularité de la procédure contradictoire »

Auprès du tribunal administratif, l'avocat de la société Ho La La, qui exploite le Panama club, a remis en cause la légalité de l'arrêté, notamment parce que Sylvia Roussel n'a pas pu présenter ses observations à la sous-préfecture.

Il estime également que les faits reprochés « sont insuffisamment établis » et n'ont pas de lien avec la discothèque. La préfecture a demandé le rejet de cette requête d'annulation.

Le tribunal administratif, de son côté, souligne « l'irrégularité de la procédure contradictoire », puisque Sylvia Roussel n'a pas été reçue à la sous-préfecture.

Ce dernier point « fait naître un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée », précise le tribunal. Les magistrats estiment que cela est suffisant pour faire suspendre l'arrêté préfectoral.

En revanche, le tribunal rappelle que la décision est **suspendue** « jusqu'à ce qu'il soit statué sur la requête » demandant l'annulation de la décision.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Horaires aménagés, plus de pauses... face à la canicule, l'usine Renault à Sandouville agit pour protéger ses salariés

Vanessa Leroy

3-4 minutes

Face à la canicule, l'usine Renault à Sandouville, près du Havre, a pris des mesures pour ses salariés. Parmi elles : des pauses plus fréquentes ou encore des horaires adaptés.

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Météo France](#)

[Renault Sandouville](#)



Face à la canicule, l'usine Renault à Sandouville, près du Havre, a pris des mesures pour les salariés, notamment en faveur de ceux qui sont les plus exposés à la chaleur. (©Photo transmise)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 22 juin 2026 à 20h22

Travailler à la chaîne n'est pas un métier facile. Alors en temps de canicule comme actuellement, cela peut devenir insupportable. Aussi la direction de l'**usine Renault à Sandouville**, près du [Havre](#), a-t-elle pris des mesures, ce lundi 22 juin 2026, à l'issue d'un comité social et économique

extraordinaire, pour protéger ses salariés, à la demande des organisations syndicales.

Le plan chaleur prolongé et renforcé pour les salariés de Renault

Dès le jeudi 18 juin, **Force Ouvrière a alerté la direction** sur l'épisode caniculaire et les conséquences que cela pouvait engendrer sur la santé des ouvriers **et exigé « le renforcement du plan chaleur usine »**, indique le syndicat.

Parmi ses demandes additionnelles, FO demandait « la réduction de la cadence de chaîne », « des pauses supplémentaires et plus longues », des « aménagements d'horaires » et l'« annulation ou report de séances en cas extrêmes ». Et de prévenir : « En cas de manquement de mesures efficaces pour protéger les salariés, la direction en sera tenue responsable et devra en rendre des comptes. »

Des demandes qui ont été en partie retenues par la direction de Renault-Sandouville ce lundi 22 juin matin. Le plan chaleur a été renforcé et prolongé. « Il est en vigueur jusqu'à jeudi (25 juin). L'équipe de l'après-midi finit à 19h30 au lieu de 21h30, les cars partiront à 19h50 », indique à *76actu* Fabien Gloaguen, responsable FO à l'usine.

Les syndicats de Renault-Sandouville restent « vigilants »

Le syndicat avait également réclamé **des mesures pour les salariés du secteur peinture**. « Nous avons demandé cinq minutes de pause toutes les demi-heures pour les salariés du matin et de l'après-midi. » « Des pauses de cinq minutes plus fréquentes et la remise en service de climatisation dans la salle de repos de la finition » ont été validées par la direction ce jour. Par ailleurs, l'équipe de nuit (21h20-5h20) va bénéficier d'une troisième pause.

« Ces mesures supplémentaires sont une bonne chose mais à Force Ouvrière on reste très vigilant », conclut Fabien Gloaguen.

À noter que l'usine sera fermée, comme traditionnellement, quatre semaines cet été, soit du 27 juillet au 22 août 2026.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Coup de chaud à Renault/Ampère à Cléon : 38°C, droit de retrait... Un syndicat tire la sonnette d'alarme

A. Q.

5-6 minutes

À l'usine Ampère à Cléon, la CGT pointe les risques qui pèsent sur les salariés en raison de l'épisode de chaleur qui frappe la Seine-Maritime. Le groupe se défend.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La CGT alerte sur les risques pour les salariés de l'usine de Cléon avec les températures caniculaires. - archives Paris Normandie / BORIS MASLARD



Par A. Q.

Publié: 22 Juin 2026 à 16h57 Temps de lecture: 1 min

« On a des températures jusqu'à 38°C dans les ateliers. Et des salariés qui, pour la sécurité, doivent porter des vêtements de travail lourds et chauds, et qui sont soumis à une hydrométrie importante rajoutant 3 à 4°C : on sacrifie l'humain au nom de la productivité », fulmine David Bellanger, délégué syndical central CGT à l'usine Ampère [à Cléon](#).

Depuis la semaine dernière et les premiers coups de chauds, le cégétiste est monté au créneau pour alerter sur la situation. Alors que le mercure n'a pas fini de s'affoler, un nouveau comité social d'entreprise extraordinaire a été convoqué lundi 22 juin 2026.

Droit de retrait

Pour la direction, selon une porte-parole officielle du groupe Renault, les problèmes liés aux températures intenses des derniers jours [à Cléon](#) ont été pris en compte : « Un plan chaleur a été communiqué en mai dernier et il est adapté selon les usines. Il y a un peu plus de pause, des points d'eau, la cadence a été adaptée avec des fins de journée anticipées et des débuts de soirée décalés pour les équipes afin de profiter des périodes plus fraîches. »

Pour [le syndicaliste](#), le compte n'y est pas : « Trente-quatre personnes qui ont une pause de cinq minutes pour aller sur une seule fontaine à eau ? Un plan de chaleur qui n'a pas été travaillé avec un médecin du travail ? On met des gens en danger de mort ! » Selon David Bellanger, « une quarantaine de salariés ont fait valoir leur droit de retrait » et un appel à la grève aurait été lancé.

Lire aussi



Ces nouvelles installations vont conforter la place du port de Rouen dans l'export de céréales

Violaine Gargala

6-7 minutes

Deux inaugurations conjointes se sont déroulées dans le port de Rouen. Celle de l'extension du terminal portuaire du groupe BZ, spécialisé dans l'export de céréales. Et le rempiètement d'un quai par Haropa port.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Florent Beuzelin, président-directeur général du groupe BZ, et Dominique Ritz, directeur général délégué de Haropa port. - Paris Normandie



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 22 Juin 2026 à 07h13 Temps de lecture: 2 min

Augmenter la capacité d'exportation de céréales du groupe BZ et par extension du port de Rouen. C'est ce que va permettre l'extension du terminal portuaire « Maison bleue » du groupe. Avec, en plus, l'agrandissement du quai effectué par [Haropa port](#). Les travaux ont été inaugurés jeudi 18 juin 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un stockage de 130 000 tonnes

Le groupe BZ est installé depuis 2016 à Petit-Couronne, sur une emprise du port de Rouen, le premier port céréalier d'Europe de l'ouest, qui réalise 54 % des exportations maritimes de blé et orge de toute la France. Le groupe BZ exporte des céréales françaises, dont 40 % issues de Normandie.

« On était devenu un peu à l'étroit, que ce soit concernant le linéaire de quai ou la zone de stockage », détaille Florent Beuzelin, président-directeur général du groupe BZ. Une nouvelle [unité de stockage](#) a été construite : désormais deux silos, interconnectés, offrent une capacité totale de plus de 130 000 tonnes.





Depuis son terminal portuaire, le groupe BZ exporte des céréales françaises un peu partout dans le monde. - Paris Normandie

Une deuxième tour de manutention a également été ajoutée. L'ensemble « *permettra de gérer simultanément des flux d'approvisionnement routiers, fluviaux et ferroviaires* [un nouveau poste de réception-expédition, pour les trains, a vu le jour, NDLR] », détaille le groupe. Qui vise un trafic maritime annuel de plus de 2,5 millions de [tonnes de céréales](#) d'origine France. Le groupe BZ a investi en tout 40 millions d'euros.

Un « chantier complexe »

Ce silo supplémentaire va accroître l'activité du quai. « *Il était donc nécessaire de l'agrandir* », précise Dominique Ritz, le directeur général délégué de Haropa port. Ce dernier a réalisé des travaux de rempiètement et modernisation du quai.

Des navires encore plus grands peuvent amarrer. Car désormais, au droit du quai, un enfoncement de 11,30 mètres est possible, contre 10,30 mètres auparavant, soit la même profondeur que le chenal. Or « *un mètre représente des volumes considérables* », souligne Dominique Ritz. Les capacités d'amarrage ont été renforcées le long des 650 mètres de linéaire, dont 350 mètres sont utilisés par le groupe BZ.

Mais « *approfondir, c'est prendre le risque de déstabiliser le quai, il a donc fallu le renforcer* », fait savoir le directeur général. Ce « *chantier complexe* » s'est déroulé sans interruption de l'exploitation du terminal portuaire. Il représente un investissement de 24 millions d'euros pour Haropa port, « *dont un peu moins de 6 millions financés par l'État* ».

Des travaux qui vont participer à consolider la place portuaire rouennaise dans l'exportation de céréales.

Lire aussi



Dans un Livre blanc, la Région Normandie fait sept propositions pour la future politique agricole commune

Raphaël Fresnais

6-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Après un livre blanc sur la réforme de la politique commune de la pêche (PCP), la Région Normandie tente d'influer cette fois sur la future politique agricole commune (Pac) 2028-2034. Dans un nouveau document, voté ce lundi 22 juin 2026 en session, le conseil régional va transmettre à l'Union européenne une liste de sept recommandations.



Le fromage de vache et le poiré, deux spécialités normandes. | THOMAS BRÉGARDIS / ARCHIVES OUEST FRANCE

Publié le 22/06/2026 à 18h42

Si l'agriculture est la mamelle de la France, la Normandie en est l'un des pis. «Cette activité couvre près de 70 % du territoire normand», rappelle Hervé Morin, le président (Les Centristes), lors de la session du conseil régional ce lundi 22 juin 2026, au Havre, en préambule de la délibération consacrée au *Livre blanc sur la politique agricole commune 2028-2034*.

Une empreinte qui place la région au rang de leader dans la production [de fromage de vache, de beurre et crème](#), de pommes, [huîtres](#) et coquillages, chevaux, poireaux... Elles ont diminué d'un quart en dix ans, mais 26 510 exploitations agricoles demeurent sur le territoire, pour un produit de

près de 5 milliards d'euros, sachant que 630 entreprises agro-alimentaires cumulent un chiffre d'affaires de 7,4 milliards d'euros.

Lire aussi : [Les prairies, atout « made in Normandie », se raréfient : les éleveurs tirent la sonnette d'alarme](#)

Comme pour la pêche

Face à cela, et une fois qu'on a rappelé que l'est de la région est spécialisé dans la culture et l'ouest dans l'élevage, il n'est pas inopportun de préciser le poids de la Pac (Politique agricole commune) : 600 millions d'euros en moyenne chaque année vers 18 000 bénéficiaires. Dans le détail : 494 millions via le fonds européen de garantie (FEAGA) et l'organisation commune des marchés (OCM), 106 millions du fonds européen agricole (Feader).

Depuis dix ans, la Région Normandie a mobilisé 781 millions d'euros en faveur de l'agriculture, dont 566 M€ via le Feader.

Lire aussi : [Poids du lait, taille des fermes, renouvellement des générations : l'agriculture normande en chiffres](#)

Dans ce contexte, la Région a décidé de rédiger un Livre blanc sur la future politique agricole commune (Pac) 2028-2034, [comme elle l'avait pour la pêche](#). Sept préconisations ressortent de ce document voué à être transmis à l'Union européenne. Pêle-mêle : étendre l'âge d'installation aidée de 40 à 50 ans, créer un pack d'appui spécifique pour l'élevage, encourager les modèles résilients face au changement climatique, sécuriser un plan pluriannuel d'investissement, maintenir des enveloppes de fonds Leader sur une large partie du territoire régional...

Ce Livre a été adopté par la majorité régionale. Le RN a voté pour, les Écologistes contre, la gauche s'est abstenue. «Il manque à ce texte une colonne vertébrale», justifie son leader Laurent Beauvais, l'ancien président de Région.

« Je dégradais mes sols et mes cultures » : cet agriculteur du pays de Caux améliore ses pratiques

Bonnie Renault

8-10 minutes

Patrick Hauger a ouvert les portes d'une partie de son exploitation agricole à Hautot-Saint-Sulpice pour expliquer l'évolution de ses pratiques agricoles pour favoriser les rendements et préserver la biodiversité.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Patrick Hauger a présenté les différentes pratiques agricoles utilisées sur une partie de son exploitation installée à Hautot-Saint-Sulpice. - Paris Normandie



Par Bonnie Renault

Publié: 22 Juin 2026 à 18h12 Temps de lecture: 1 min

« *Je ne m'en rendais pas compte mais je dégradais mes sols et mes cultures.* » Depuis plusieurs années maintenant, Patrick Hauger a lancé la transition de son exploitation agricole. De nouvelles pratiques dont il a transmis le retour d'expérience à l'occasion d'une visite, mercredi 17 juin 2026, dans une de ses parcelles à Hautot-Saint-Sulpice.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Réapprendre son métier

L'agriculteur en polyculture et élevage a réalisé, au cours de sa carrière professionnelle, de nombreux constats l'obligeant à prendre conscience de certaines problématiques. « *J'ai vu une baisse de [rendement du lin](#) sur mon exploitation* », explique-t-il. À cela s'ajoutent du matériel agricole, toujours plus gros et plus lourd, et des parcelles où de l'eau stagnait en permanence. Le travail de la terre, si informatisé qu'il est aujourd'hui reste adossé à une observation fine de ce qui se passe dans les champs.

Alors à 51 ans, Patrick Hauger a décidé d'apprendre et de se former afin de faire évoluer ses connaissances. Sans craindre, parfois, de casser certains préjugés. « *À l'école, on nous apprend à labourer les sols*, explique-t-il. *Un sol nu ce n'est pas naturel, cela favorise les mauvaises herbes, donc on utilise toujours plus de produits chimiques. C'est un cercle vicieux. Alors maintenant, je les couvre.* » Ces pratiques permettent notamment de favoriser et d'équilibrer la biodiversité. Mais aussi de retrouver [les fonctions premières du sol](#) : stocker, filtrer, infiltrer et abriter.

Une baisse de puissance

L'agriculteur se donne 20 ans pour avoir des sols complètement régénérés sur l'ensemble de ses parcelles. « *Je revois mes chiffres de production à la baisse. Mais quand on protège et on nourrit le sol, c'est rapide* », raconte-t-il. En trois ans, l'agriculteur a constaté une évolution positive, notamment sur la qualité et l'augmentation des rendements du lin.

En plus des couverts, Patrick Hauger met en place des rotations longues. Blé, lin, orge, colza, betterave, une dizaine de cultures se partagent les différentes parcelles de l'exploitation familiale. « *Cela me fait des rotations sur 12 ans ce qui me permet de faire trois fois du blé dans ma rotation*, explique le quinquagénaire. *Les autres cultures comme l'avoine ou [le chanvre](#) nourrissent et travaillent le sol pour moi.* »

Planifier ses cultures dans l'intérêt du sol, lui permet aussi de faire des économies. « *Avec les couverts, j'utilise moins d'engrais. Mécaniquement je suis passé de tracteurs à 400 chevaux à des tracteurs de 200 chevaux, j'ai vu ma consommation de fuel baisser de 40 %* », précise-t-il.

(J'ai pour objectif de planter des haies pour diminuer l'utilisation d'insecticides.

Patrick Hauger, Agriculteur

Pour nourrir sa prairie (55 ha au total), l'agriculteur utilise les déjections de ses vaches, un système de pâturage tournant dynamique et des résidus issus de la méthanisation, des déchets organiques. « *Pour les vaches, on s'est rendu compte que c'était mieux de les mettre en nombre, mais très peu de temps. C'est ce qui permet de mieux régénérer les sols* », ajoute Patrick Hauger.

Avec ce travail sur les champs et la prairie, il espère maintenir le patrimoine rural cauchois. « *Je maintiens mon cheptel pour pouvoir conserver mon clos masure, mais aussi la biodiversité. 80 % des papillons sont issus des prairies.* » Son objectif pour l'avenir est de transmettre une exploitation saine et durable, à ses enfants et nièces positionnés pour reprendre l'activité. Aussi, d'autres initiatives pour [équilibrer la biodiversité](#) sont encore à lancer. « *J'ai pour objectif de planter des haies pour diminuer l'utilisation des insecticides* », conclut Patrick Hauger.

Lire aussi



[Une femme atteinte d'Alzheimer est portée disparue à Terres-de-Caux](#)

Recours déposé après les élections municipales à Notre-Dame-de-Bondeville : la justice a tranché

Gaspard Lagne!

~2 minutes

Il n'y aura pas de changement sur le résultat des élections municipales à [Notre-Dame-de-Bondeville](#).

Dimanche 15 mars 2026, Alain Quibel est devenu le nouveau maire de la commune, récoltant 50,58 % des voix dès le premier tour. Une élection [contestée](#) dans la foulée par Virginie Bottais, dont la liste Alliance Bondevillaise est arrivée en dernière position derrière celle la maire sortante Myriam Mulot.

Elle reprochait des irrégularités avant même le scrutin, notamment concernant l'établissement des bulletins de vote.

Cette dernière avait aussi fait remonter des irrégularités constatées pendant le scrutin quant à la distribution gratuite de crêpes aux électeurs en l'échange d'un bulletin dans l'urne au nom de la liste Tous Ensemble pour Notre-Dame-de-Bondeville, menée par Mme Mulot.

Le tribunal rejette la protestation

Lors de l'audience devant le tribunal administratif de Rouen le 28 mai, la rapporteure publique avait conclu que les problèmes remontés par Mme Bottais étaient « sans incidence sur les élections ».

Elle estimait également le recours « irrecevable », car même si certains manquements ou éléments pouvaient être admis, l'écart de voix était trop important pour qu'il y ait un quelconque changement sur le résultat.

Après en avoir délibéré, le tribunal administratif de Rouen a décidé le 12 juin de rejeter la protestation de la liste de Mme Bottais.

On sait quand la Maison des femmes au Havre va ouvrir ses portes au public

Suzelle Gaube

6-8 minutes

Lundi 22 juin 2026, la ministre Aurore Bergé, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a visité le chantier de la Maison des femmes, près de la gare du Havre. Une occasion pour le Groupe hospitalier du Havre d'annoncer la date d'ouverture de ce service en ville.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 22 Juin 2026 à 17h39 Temps de lecture: 1 min



Aurore Bergé, la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a visité le chantier de la Maison des femmes au Havre, lundi 22 juin 2026. Le Dr Elizabeth Grossetti (à droite), gynécologue-obstétricienne et cheffe de service lui a fait découvrir les lieux. - Paris Normandie/ Suzelle Gaube

C'est à l'occasion de la venue d'une ministre, lundi 22 juin 2026, que la date d'ouverture est officialisée. Implantée en « *plein cœur de la ville* », comme le commente le maire Edouard Philippe, la Maison des femmes va ouvrir ses portes au public le 6 juillet 2026.

« *C'est une aventure qui a débuté en 2021 (à l'hôpital Monod à Montivilliers, ndlr). Ce sont des sages-femmes, c'est important de le dire, qui ont porté le projet de [la Maison des Femmes du Havre](#), commente Dr Elizabeth Grossetti, gynécologue obstétricienne, médecin-chef du service. Et en 2023, nous avons eu [un label national Restart](#), selon lequel nous étions sur le modèle de la Maison mère : la Maison des Femmes de Saint-Denis. C'est un sacré chemin parcouru ! C'est très intéressant, on découvre plein de choses. De toute façon, travailler en pluriprofessionnel, c'est passionnant* »

Une prise en charge pour les enfants





Le maire du Havre, Edouard Philippe, était notamment présent lors de la visite de chantier de la Maison des femmes au Havre, lundi 22 juin 2026. - Paris Normandie/Suzelle Gaube

Au Havre, sur ce nouveau site, il y aura non seulement une prise en charge pluridisciplinaire des femmes victimes de violences conjugales, sexuelles ou intrafamiliales avec un suivi médical, psychologique, social et juridique, en un même lieu. Mais aussi une prise en charge spécifique pour les enfants.

« Un accompagnement essentiel parce qu'il est global »

Ministre chargée de l'Égalité femmes-hommes, Aurore Bergé a visité le site installé au 9 rue Magellan, dans le bâtiment de la caisse primaire d'assurance maladie, près de la gare SNCF et routière, ainsi que du tramway. Le chantier doit se terminer dans les jours à venir. *« C'est un accompagnement absolument essentiel, parce qu'il est global. Souvent, on en demande beaucoup trop aux victimes : d'avoir le courage de partir, de porter plainte, d'affronter aussi ce qui reste une épreuve judiciaire, d'arriver à se reconstruire. Et trop souvent, elles l'ont fait seule. Et aujourd'hui, elles ne doivent plus le faire seule ».*

« Développer de nouveaux projets »





La ministre Aurore Bergé (2e à droite) est accompagnée de plusieurs parties prenantes au projet. Notamment le GHH, la Ville du Havre et la Région. - Paris Normandie/Suzelle Gaube

Les trois étages ont été présentés : un espace de 900 m² qui permet « *d'élargir l'offre de soins, de renforcer les équipes et de développer de nouveaux projets pour mieux répondre aux besoins des femmes victimes de violences et renforcer la prise en charge en santé sexuelle* », précise le GHH, porteur et co-financeur du projet avec l'ARS, le Département, la Région, l'Union Européenne, la Ville du Havre, la CAF 76, la CPAM 76 et le Crédit agricole du Havre. Ce lieu permet aussi et surtout une meilleure accessibilité et un « *regroupement des différents acteurs au sein d'une structure unique pour une meilleure coordination et efficacité* », poursuit le GHH.

Dans chaque département

Pour la ministre, l'objectif c'est que « *cet accompagnement global leur soit proposé dans chaque département, à la fois en matière de santé, de santé mentale, d'accompagnement de leurs enfants, de permanence juridique, et qu'on leur laisse le temps nécessaire pour pouvoir se réparer et se reconstruire* ». Elle poursuit : « *Il est en train de se passer quelque chose dans toute la société : chacun prend conscience du continent que représentent les violences faites aux femmes et aux enfants. Chacun doit prendre sa part. Et ici, tout le monde l'a prise* ».

Lire aussi

[Qui sont ces hommes qui abordent et photographient des enfants au Havre ?](#)

[Support our local scene : musique et bonne humeur pour fêter l'été au Fort de Tourneville du Havre](#)

[La Fêtes des Loisirs revient pour sa 6e édition à Saint-Romain-de-Colbosc](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Canicule et petite enfance : comment les crèches et assistantes maternelles font face aux fortes chaleurs ?

Charline Buchard

5-7 minutes

À Rouen comme ailleurs, la canicule oblige les structures de la petite enfance à s'adapter. Comment protéger les tout-petits, particulièrement vulnérables face aux fortes chaleurs ?

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Garde d'enfants](#)

[Vague de chaleur](#)

Article réservé aux abonnés



Dans les structures d'accueil de la petite enfance, on propose régulièrement à boire aux enfants (©76actu/CB)

Par [Charline Buchard](#) Publié le 22 juin 2026 à 18h08

37 degrés. C'est ce qu'affiche le thermomètre ce lundi 22 juin après-midi à Rouen, et c'est parti pour durer. En Normandie, comme partout en France, **la canicule frappe de plein fouet**, et les tout-petits sont en première ligne. Face à ce nouvel épisode de chaleur, **les structures de la**

petite enfance composent comme elles peuvent pour protéger ce public fragile, et incapable de réguler seul sa température corporelle.

Des consignes nationales relayées à chaque établissement

Qu'elles soient municipales, associatives ou privées, toutes les structures reçoivent des **recommandations sanitaires** qu'elles sont invitées à mettre en application, mais leur mise en œuvre varie avant tout selon leur fonctionnement.

Crèches municipales : des mesures encadrées

Du côté des **crèches municipales**, la Ville de Rouen a mis en place **plusieurs mesures dans ses établissements**. Dans une communication officielle, elle indique que les crèches disposent de climatisations portatives et que des moyens complémentaires peuvent être déployés en fonction des situations.

“À ce stade, aucune fermeture n'est envisagée, mais la municipalité reste attentive à l'évolution des températures et aux recommandations de la préfecture et de l'Éducation nationale.”

La Ville a également invité les parents qui le peuvent à garder leurs enfants à domicile, notamment en début de semaine pour optimiser leur confort.

Crèches associatives : un protocole renforcé

Dans les **structures associatives**, la vigilance est tout aussi forte. À la crèche *Ma Petite Récré*, à Rouen, l'équipe **suit de près les consignes officielles**. “On reçoit des mails de la PMI [*Protection maternelle et infantile*, NDLR] avec le niveau d'alerte et les recommandations issues du site du Ministère de la Solidarité et de la Santé à appliquer. On les met ensuite en œuvre au sein de la structure, explique la responsable du pôle éducatif. Même si on ne nous impose pas de fermeture, on s'appuie aussi sur les directives du département, de la préfecture et de l'Éducation nationale, ajoute-t-elle. S'ils prenaient la décision de fermer les écoles par exemple, c'est dans un souci de bien-être pour les enfants, il nous semblerait judicieux de suivre le mouvement. »

Les parents ont également été sollicités pour **adapter la garde de leurs enfants**. “On essaie de faire au mieux et de limiter si possible leur présence pour leur confort. Cela permet également d'assurer les meilleures conditions d'accueil possibles pour les enfants présents”, conclut la responsable.

Pour ceux qui n'ont pas d'alternative, les équipes ont informé chaque parent des mesures mises en place : Surveillance accrue, adaptation des espaces et des activités, hydratation renforcée ou encore les gestes tenus en cas de coup de chaleur.

Structures privées : des ajustements indépendants

Dans les **structures privées**, le fonctionnement est plus autonome. Bien qu'accompagnés par la PMI, ces établissements indépendants prennent les décisions **au jour le jour**.

À la MAM (Maison d'Assistantes Maternelles) *Ma Maison à Moi*, à Rouen, l'organisation évolue en fonction de la situation. “On n'a pas d'obligation de fermeture comme certains établissements municipaux, explique Vanessa, assistante maternelle. “On a prévenu les parents qu'on restait ouverts, mais ça peut évoluer. Certains enfants partent d'ailleurs plus tôt pour limiter l'accueil, et s'il

devient trop difficile, on n'ouvrira que le matin dès demain (mardi 23 juin)."

Sans climatisation, cette structure **redouble de vigilance** : "On met en pratique les recommandations officielles et on préconise également aux parents de trouver une autre solution de garde si possible", poursuit Vanessa. "La chaleur est difficile à gérer, surtout en collectivité. Les enfants ne savent pas limiter leurs efforts." Pour faire face, la structure s'est dotée d'une tonnelle pour l'extérieur et propose de **nombreux points et jeux d'eau** aux enfants.

Un objectif commun : protéger les tout-petits

Réduction du nombre d'enfants accueillis, adaptation des horaires et des activités proposées, vigilance accrue... En dépit de statuts et de fonctionnements différents, toutes les structures **partagent la même priorité** : le **bien-être** et la **sécurité** des [enfants](#) accueillis.

Autant de mesures qui illustrent une mobilisation générale face à un **phénomène amené à se répéter** dans les semaines qui suivent.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Canicule en Normandie : écoles fermées, horaires aménagés... Comment les parents s'organisent ?

Barbara Huet

6-8 minutes

Outre les 156 établissements scolaires de l'académie de Normandie fermés ce lundi 22 juin 2026, les autres collèges, lycées et écoles « donnaient la possibilité » aux parents de récupérer leurs enfants vers midi. Entre difficulté d'organisation et culpabilité, comment les parents gèrent-ils cette période ?

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Barbara Huet](#)

Publié: 22 Juin 2026 à 17h33 Temps de lecture: 2 min

« *Ce matin à 8 h, il faisait 29° dans la salle de garderie.* » Charlotte, 45 ans, maman de quatre enfants, n'a pas passé une bonne journée ce lundi 22 juin 2026. « *Je culpabilise* », souffle la Rouennaise qui a déposé ses deux plus jeunes garçons (10 et 3 ans et demi) à l'école, avant de se rendre à son travail. Vendredi soir, comme de nombreux autres parents, l'infographiste avait reçu un message de l'établissement scolaire. Il était précisé que les enfants pouvaient ne pas être présents en classe en début de semaine prochaine, en raison des fortes chaleurs annoncées. « *Il était aussi indiqué que l'on pouvait venir les chercher à 11 h 30 ou 13 h 30.* »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des alternatives qui n'en sont pas vraiment pour cette mère célibataire. Si le papa du plus grand a pu venir chercher son fils en milieu de journée, le petit dernier a dû, lui, rester à l'école toute la journée. En revanche, « *je vais m'arranger pour finir plus tôt et lui éviter la garderie* », explique Charlotte, alors que la Seine-Maritime vient de passer en [vigilance rouge canicule](#). Et pour mardi, « *je vais essayer de voir avec mon chef pour faire du télétravail* ».

Par ailleurs, le collège de la fille de Charlotte, âgée de 15 ans, était ouvert lundi – « *avec des cours jusqu'à 14 h 45* » – mais le service de transport n'était pas assuré. « *Elle est donc restée à la maison, je n'avais pas d'autres solutions.* » Enfin son aîné, de 18 ans, a pu passer son grand oral pour le bac sans encombre, « *car il était convoqué à 9 h 30* ».

La déception des enfants

Gaspard et Léo, les enfants de Marie, âgés de 14 ans, sont, eux aussi, restés à la maison ce lundi. Les premiers messages émanant du [collège de Rives-en-Seine](#) ont été envoyés aux parents sur le logiciel [Pronote](#). Et lundi après-midi, « *nous avons reçu un SMS disant que les cours étaient suspendus mardi et qu'il n'y aurait pas de service de transport* ».

À l'école d'Isneauville, « *nous avons appris, samedi, que les cours s'arrêteraient en fin de matinée lundi* », précise Mélanie, maman de trois enfants, dont deux scolarisés en élémentaire. Pour cette première journée de canicule, « *ils sont restés l'après-midi là-bas car ni mon conjoint, qui est actuellement en déplacement professionnel, ni moi ne pouvions nous libérer* », poursuit la maman qui va tout de même terminer plus tôt pour ne pas « *les laisser trop longtemps dans cette chaleur* ».

Mardi et jeudi, « *l'école sera fermée. Je serai en télétravail mardi et je verrai avec mon compagnon, qui sera rentré, pour jeudi.* » Pour la petite histoire, le fils aîné de Mélanie, qui est en CM1, avait une sortie scolaire qui avait été annulée à cause de la [tempête Goretti](#) en janvier dernier. Elle avait été reportée à mardi 23 juin... Encore raté. « *Et ma fille avait également une activité prévue cette semaine qui ne pourra pas avoir lieu. Outre la culpabilité et les problèmes d'organisation, il faut aussi gérer la déception des enfants* », fait remarquer la maman. Celle-ci a programmé sa journée de mardi avec ses trois enfants, dont une petite fille de deux ans : « *Je vais essentiellement travailler très tôt le matin, et très tard le soir.* »

Entre les épisodes de neige, la tempête Goretti l'hiver dernier et la canicule cet été, les parents normands n'ont pas d'autres choix que de s'adapter en toutes saisons.

Lire aussi

Santé : quelles conséquences pour les assurés et les salariés en cas de fusion des CPAM du Havre et de Rouen ?

Vanessa Leroy

5-6 minutes

Au Havre, le projet de fusion de la CPAM du Havre avec celle de Rouen-Elbeuf-Dieppe suscite des inquiétudes. La caisse de Seine-Maritime se veut, quant à elle, rassurante.

Sur le même thème

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Au Havre, le projet de fusion de la caisse primaire d'assurance maladie du Havre (photo) avec celle de Rouen-Elbeuf-Dieppe suscite des inquiétudes. La CPAM de Seine-Maritime se veut rassurante. (©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 23 juin 2026 à 7h02

Parmi les **six caisses primaires d'assurance maladie en Normandie**, deux couvrent les assurés de la [Seine-Maritime](#) : la CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe et celle du Havre. Une même direction générale pour ces deux antennes mais deux caisses distinctes. Une organisation qui

pourrait prochainement changer. Y aura-il **des conséquences pour les assurés et les salariés** ? On vous explique.

La CPAM en Seine-Maritime, une exception en Normandie

Le fait qu'il y ait deux caisses dans un même département constitue **une exception en Normandie**. Aussi, la question d'une fusion des deux entités est évoquée depuis quelques années.

« Des représentants du personnel de la CPAM du Havre ont récemment informé la Ville que le sujet serait à nouveau à l'ordre du jour », indiquait Augustin Bœuf, lors du conseil municipal du Havre qui s'est tenu le 11 mai 2026, à l'heure de présenter un vœu pour le groupe de la majorité. Un vœu adopté à la majorité.

La Ville, qui n'a pas obtenu de réponse depuis, « reste attachée à l'existence de la CPAM du Havre compte tenu de la population du département de la Seine-Maritime, notoirement supérieure à celle des autres départements normands, qui justifie la présence de deux caisses, couvrant chacune un bassin de population très large ».

Le conseil municipal du Havre demande au maire d'engager des discussions avec le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie pour mieux appréhender la stratégie de la caisse en matière d'implantation territoriale, rappelle l'attachement du Havre à conserver une CPAM sur son territoire compte tenu du large bassin de population couvert et des enjeux locaux en matière de santé publique, demande, si des impératifs administratifs ou économiques devaient conduire à la fusion des deux caisses, de privilégier Le Havre comme siège de la nouvelle caisse fusionnée.

Près de 1,2 million d'assurés et plus de 1 000 salariés en Seine-Maritime

Au Havre, la CPAM compte ainsi 374 161 assurés et 362 salariés. Elle « est du reste à elle seule plus importante que la CPAM départementale de l'Orne (255 000 assurés et 220 salariés) », ajoute Augustin Bœuf.

« Le **regroupement des deux CPAM de Rouen et du Havre** aboutirait à un organisme de **plus de 1 000 salariés répondant aux besoins de près de 1,2 million d'assurés sociaux**, prenant le risque de ne plus être suffisamment proches des préoccupations locales à un moment où les enjeux de santé publique vont grandissant », poursuit l' élu.

Pour Jean-Paul Lecoq, élu communiste au sein du conseil municipal du Havre, « la bataille est plutôt de **ne pas lâcher et que le regroupement ne se fasse pas** », estime-t-il face à ce projet. Et d'ajouter : « Il faut garder des services de proximité et des emplois de proximité. »

« Aucun impact sur la pérennité des sites des deux CPAM »

A toutes ces inquiétudes et interrogations, le service communication des caisses primaire d'assurance maladie de Seine-Maritime contacté par *76 actu* répond : « La **départementalisation du réseau des CPAM en 2010** a donné naissance à la CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe qui partage avec la CPAM du Havre la gestion des assurés seinomarins. »

Alors pourquoi remettre en question ce fonctionnement ? « Depuis, la question d'une éventuelle fusion entre ces deux organismes peut se poser pour garantir **une égalité de traitement de tous les assurés seinomarins**. Mais cette décision ne relève pas des instances locales et n'aurait, en

tout état de cause, **aucun impact sur la pérennité des sites des deux CPAM de la Seine-Maritime**, que ce soit pour les salariés ou pour les assurés », assure le siège des CPAM de la Seine-Maritime.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« 20 % d'appels en plus au 15 » selon le CHU de Rouen à cause de la canicule en Normandie

Véronique Baud

4-5 minutes

En cas de coup de chaud, appelez le 15 ! C'est le mot d'ordre en cette période de canicule où l'activité des urgences a fait un bond à Rouen mais pas dans les autres hôpitaux en Seine-Maritime.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les personnes âgées sont les premières à arriver aux urgences en période de canicule. - photo d'archives Stéphanie Péron Clément



Par [Véronique Baud](#)

Publié: 22 Juin 2026 à 19h12 Temps de lecture: 2 min

La surchauffe actuelle, avec [une canicule](#) censée durer au moins une semaine et toute la Normandie en alerte rouge à partir de mardi 23 juin 2026, provoque « *20 % d'appels en plus au 15. Les patients qui arrivent aux urgences sont principalement des personnes âgées, dont les pathologies vont être déclenchées par l'excès de chaleur* », indique-t-on au CHU de Rouen. Les urgences y ont également pris en charge « *quelques sportifs inconscients.* » Pour autant, on n'y connaît pas à ce stade de situation difficile.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une tendance confirmée par le directeur de l'ARS Mathias Ott. « *Les appels au Samu (1600 par jour au lieu de 1300) et l'activité sont en hausse de 10-20 % à Rouen, mais c'est absorbé.* » En revanche, au [groupe hospitalier du Havre](#), à Elbeuf, et à [Dieppe](#), l'activité est stable aux urgences. « *Nous sommes en alerte aussi pour le personnel* » complète Mathias Ott.

Et à Evreux ?

[L'hôpital d'Évreux](#), « *a activé un plan d'adaptation gradué afin d'anticiper une éventuelle augmentation de l'activité. Concernant les urgences, l'activité est restée à un niveau habituel dimanche et lundi. Toutefois, la journée de dimanche a été marquée par la Fête de la musique à Évreux, qui a entraîné un surcroît de passages aux urgences. Cet événement ponctuel vient donc se superposer aux effets potentiels de la canicule* », indique le service communication.

Interrogée lundi en milieu de journée sur *Ici*, la ministre de la Santé Stéphanie Rist a indiqué que les appels au Samu étaient en hausse « *de 20 à 30 % selon les régions* », en rappelant que tous ces appels ne débouchaient pas forcément sur une hospitalisation, mais aussi sur de simples conseils ou bien sur l'envoi de SOS Médecins. « *Appelez le 15 si vous ne vous sentez pas bien (...) Ne vous dites pas que vous allez surcharger le système, parce que les coups de chaud, il faut*

les prendre très tôt ».

« On reste vigilant parce qu'on sait aussi que l'effet de la canicule arrive cinq à dix jours après le début de la canicule. Cette semaine est vraiment la semaine où il faut être très prudent », a-t-elle ajouté.

Lire aussi



[Grand âge : « L'entrée en Ehpad n'est plus un drame », selon le gériatre Jan Cédric Hansen](#)



[Grand âge : Avec un ticket d'entrée en Ehpad à 2000 €, mieux vaut bien se préparer](#)



Blood'Up : l'innovation normande qui facilite les ponctions artérielles en milieu hospitalier

Karine Néel

7-9 minutes

Après six ans de développement en Normandie, Blood'Up s'apprête à révolutionner les ponctions artérielles grâce à une technologie de localisation instantanée, issue d'une collaboration entre Arterya et Selha group à Eu.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Karine Néel](#)

Publié: 22 Juin 2026 à 19h45 Temps de lecture: 2 min

Tout commence à la sortie de son école d'ingénieurs. Lucile Derly est en master marketing, en alternance chez Sanofi, quand un ami médecin lui lance un défi : « *Piquer dans les artères, c'est compliqué. Tu peux pas trouver une solution ?* » Elle mène l'enquête, interroge des centaines de praticiens. Plus de 77 % déclarent rencontrer des difficultés sur ce geste, pourtant courant en médecine d'urgence. « *Il y avait un besoin* », constate-t-elle immédiatement. Elle propose l'idée à un concours d'innovation interne chez Sanofi, l'Altern'Up. Elle remporte le concours et 10 000 euros. Un an de réflexion, et Arterya voit le jour en août 2020. Elle a alors 26 ans. Elle est seule. « *Il fallait créer la structure, lever des fonds, s'adosser à des laboratoires, déposer des brevets...* »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Le Blood'Up, porté au-dessus de l'avant-bras, projette un trait lumineux pour indiquer au praticien le point exact de ponction artérielle.

Si Arterya avait l'idée, il lui manquait un acteur industriel. La rencontre avec Selha group, basée à Eu, se fait fin 2021 via des pôles de compétitivité régionaux. « *La collaboration s'est faite facilement* », dit Lucile Derly. De son côté, Nicolas Peulevey, directeur engineering de Selha group site de Eu, voit immédiatement ce que son équipe peut apporter. « *Elle avait l'idée, le besoin médical. Nous, nous avons les compétences en conception, développement et industrialisation.* »

L'entreprise prend en charge la conception électronique, l'assemblage, la fabrication du dispositif et de sa station de recharge. Mais transformer une idée en produit médical certifiable, c'est une autre affaire. De 2022 à 2023, les maquettes s'enchaînent pour valider le système de détection. « *Quand on développe dans l'innovation, on essuie des échecs, on essaie autre chose, on retente, on réussit... ça exige du temps* », rappelle Nicolas Peulevey.

Un consortium est finalement créé, réunissant Arterya, Selha group site de Eu et l'ESIGELEC, école d'ingénieurs de Saint-Étienne-du-Rouvray, avec le soutien de la région Normandie dans le cadre de France 2030. « *Seule, ça aurait été très compliqué*, reconnaît Lucile Derly. *Il faut être bien entouré.* »

Traçabilité totale

Selha group apporte à Arterya une culture industrielle. Héritière du site Alcatel de Eu, racheté par Selha Group en 2015, l'entreprise travaille au quotidien pour des acteurs de l'aéronautique et de la défense. Traçabilité totale, certifications en cascade, zéro compromis sur la qualité : des standards que les startups ne maîtrisent pas toujours en arrivant. « *Lucile ne voyait pas tout ce qu'il y avait à faire pour arriver à un produit finalisé* », confie Nicolas Peulevey. « *Elle le sait maintenant.* »

Les certifications s'enchaînent depuis le début de l'année : compatibilité électromagnétique validée, tests sur le projecteur lumineux passés au vert. Le marquage CE – le sésame pour commercialiser en Europe – est attendu cet été.

Le résultat de six ans de travail se nomme aujourd'hui Blood'Up. Le dispositif, placé au-dessus de l'avant-bras, cartographie le poignet. Ses capteurs détectent le bruit de l'artère, sa température et le sens du flux sanguin. L'information est traitée en temps réel, et un trait lumineux est projeté sur la peau, au point exact où piquer. « *Après, il n'y a plus qu'à* », sourit Guy Vilain, responsable engineering chez Selha group site de Eu et chef de projet Blood'Up.





Une partie de l'équipe du service engineering de Selha group site de Eu.

Cinq brevets protègent l'innovation

La ponction artérielle n'a rien d'une prise de sang classique. Elle intervient en urgence – notamment pour analyser les gaz du sang, indispensables en réanimation – et exige une précision que la technique manuelle ne garantit pas toujours. L'artère est profonde, non visible. Le praticien tâtonne, écarte la peau avec les doigts, tente. C'est douloureux. Avec Blood'Up : fini les essais répétés, finie l'anxiété du soignant, terminées les complications pour le patient.





Lucile Derly, 32 ans, CEO et co-fondatrice d'Arterya, à l'origine du dispositif Blood'Up.

Pré-série prévue pour fin juillet, premier lot de production en septembre-octobre. Arterya vise les premières ventes d'ici la fin de l'année, d'abord en France et en Europe, puis aux États-Unis. Cinq brevets protègent l'innovation. Des hôpitaux en Normandie, à Paris et en Suisse sont déjà prêts à l'utiliser.

« *C'est une sacrée aventure* », lâche Lucile Derly. En moyenne, il faut cinq à sept ans pour sortir un dispositif médical. Elle en a mis six. Six ans de travail, de Caen à Eu, pour qu'un soignant aux urgences n'ait plus qu'à poser le doigt là où la lumière dit : piquez ici.

Lire aussi



[« 20 % d'appels en plus au 15 » selon le CHU de Rouen à cause de la canicule en Normandie](#)



Canicule : 156 écoles et collèges fermés en Normandie lundi, 292 établissements ouverts avec des aménagements

Océane Blanchard

4-5 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

En raison du mercure qui ne fait qu'augmenter, nombre d'établissements scolaires français seront fermés, ce lundi 22 juin 2026, ou ouverts avec des aménagements d'horaires. Sur les cinq départements normands, près de 450 écoles et collèges sont concernés par ces mesures exceptionnelles.

En cette période de fin d'année scolaire, les écoles et collèges vont connaître des mesures exceptionnelles dues aux fortes chaleurs de cette fin du mois de juin 2026. La région Normandie est encore en vigilance orange canicule ce lundi 22 juin, à l'exception du département de l'Orne qui est désormais en rouge.

À lire aussi : [DIRECT. Canicule : la vigilance rouge étendue à 49 départements pour demain, 40 en orange](#)

Les élèves pourront partir plus tôt

La chaleur qui frappe le pays promet de durer encore plusieurs jours et a amené les établissements scolaires à annoncer des fermetures ou des ouvertures aménagées. Selon les derniers chiffres du rectorat de Normandie ce lundi à 10 h, «292 écoles et collèges auront des aménagements horaires» tandis que «156 écoles et collèges seront fermés »sur un total de 2 469 écoles (maternelles et élémentaires) et 388 collèges.

Dimanche, [le ministre de l'Éducation Nationale Édouard Geffray](#) a annoncé sur France 3 qu'à l'échelle nationale, «845 écoles et collèges seront fermés en France» et 1 800 auront des horaires aménagés.

Canicule : au Havre, le système D des parents quand les pouvoirs publics n'adaptent pas les écoles

7-8 minutes

A l'école Bouchor au Havre il a fait 35 degrés à la cantine ce lundi 22 juin midi. © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le mardi 23 juin 2026 à 7:31

Publié le mardi 23 juin 2026 à 7:31

Vigilance rouge canicule en Seine-Maritime depuis ce lundi 22 juin après-midi et pas de fermeture systématique des écoles. Chaque municipalité a le choix et pour celles comme au Havre dont les écoles restent ouvertes, les parents s'adaptent pour fournir un peu de fraîcheur aux enfants.

À partir de ce mardi midi, nous serons [en vigilance rouge canicule dans nos deux départements de la Seine-Maritime et de l'Eure](#).

Avec ces températures suffocantes, qui ne baissent que très peu la nuit, **les écoles** ne peuvent pas être rafraichies la nuit ou tôt le matin car elles restent ouvertes dans beaucoup de communes, **pas de fermeture généralisée**, c'est au cas par cas en fonction des municipalités. Au Havre, les parents ont reçu un mail de la Ville lundi soir pour informer de la situation. Il leur est demandé si possible de garder les enfants chez eux, sinon la Ville assure qu'ils seront accueillis dans de bonnes conditions mais en réalité, **les parents pallient le manque d'adaptation des pouvoirs publics** dans des bâtiments souvent inadaptés.

Les mamans ont ramené ventilateurs, pistolets à eau et glaces

Comme beaucoup d'écoles au Havre, l'établissement Maurice Bouchor qui accueille plus de 300 élèves est vieillissant, forcément inadapté aux conditions climatiques de cette semaine et à la sortie des classes ce lundi 22 juin, **les parents ne peuvent que se désoler** de cette situation comme Sara qui a eu des infos de la maîtresse de son fils dans la journée *"il faisait aussi chaud dans la classe que dehors"*.

Les parents d'élèves ont reçu un relevé de températures au sein de l'école lundi 22 juin © Aucun(e)

Du coup la solution trouvée c'est de **demande aux enfants d'apporter "une petite serviette mouillée"** raconte la petite Chloé avec sa gourde à la main. En plus des gourdes, habituelles, beaucoup de parents ont aussi glissé un brumisateur dans le cartable comme Mélanie qui s'étonne de la température dans l'école *"il fait très chaud, il n'y a pas de ventilateurs ni de clim mis en place dans les écoles, ce qui est demandé depuis un moment..."* détaille cette maman.

Du coup sans aide de la Ville, **ce sont les mamans qui ont mis en place le système D** en amenant notamment des ventilateurs. *"J'ai ramené un ventilateur pour la classe de la maîtresse de ma fille"* précise Chloé.

Dans de nombreuses écoles, ce sont les parents qui apportent les ventilateurs pour rafraîchir les classes de leurs enfants. © Aucun(e)

"Ma maman a ramené des pistolets à eau", explique ce garçon en maternelle. *"Les mamans ont ramené des glaces",* détaille sa copine.

Ici **les menus n'ont pas été adaptés à la chaleur** comme l'ont fait d'autres communes de l'agglomération comme Gonfreville L'Orcher où uniquement des repas froids seront servis cette semaine, c'était feuilleté au fromage et ratatouille. La Ville du Havre a envoyé un mail aux parents vers 16h45 pour informer que les écoles restaient ouvertes et qu'ils pouvaient garder leurs enfants chez eux ou adapter les horaires de présence si besoin.

Comme plusieurs parents croisés à la sortie, **Sara est plutôt agacée** de ce retour de la ville, *"on aurait aimé avoir ce mail un peu plus tôt même s'il ne change rien d'ailleurs, je suis un peu en colère contre la mairie d'avoir ce mail si tard. On va devoir s'organiser avec mon mari."*

Les parents qui vont devoir s'organiser au moins jusqu'à jeudi au Havre, jour où les températures devraient baisser.

La Ville du Havre n'a pas souhaité nous répondre quand nous l'avons sollicitée.

Les mesures prises dans l'agglomération havraise

- Gonfreville L'Orcher : écoles ouvertes avec relevé de températures deux fois par jour. Si on dépasse les 33 degrés, repli dans les bâtiments municipaux plus frais. Les repas de cantine sont adaptés (uniquement du froid)
- Harfleur : écoles fermées ce mardi après-midi (ouvertes le matin)
- Montivilliers : écoles fermées après le déjeuner ce mardi et jusqu'à jeudi inclus.
- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Canicule](#)
- [École](#)
- [Chaleur](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Près de 40 % en moins : dans les Greta, la Région Normandie baisse drastiquement ses financements

Aurélien Delavaud

7-8 minutes

En 2026, les Greta de la Normandie vivent des heures compliquées, à cause de financements en baisse. C'est le cas de la Région, qui achète moins de places que par le passé.

Sur le même thème

[Formation](#)

[Région Normandie](#)

Article réservé aux abonnés



L'avenir du Greta d'Elbeuf est-il en péril ? C'est ce que craignent certains, face à la baisse importante des financements de la Région Normandie. ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 22 juin 2026 à 21h21

« Nous sommes aujourd'hui obligés de refuser des candidats, faute de financement. Alors nous allons devoir certainement fermer. » C'est le **cri d'alerte** lancé par une employée du **Greta**. Selon plusieurs témoignages, l'établissement public spécialisé dans la **formation continue des adultes**, des apprentis et des personnes en difficulté ferait face à de très grosses difficultés, sur le

site d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), mais également à l'échelle de toute la **région Normandie**. En cause : une baisse importante de financements par la Région Normandie et la perte de marchés publics, qui assombrissent son avenir.

40 % de formations payées par la Région en moins

Pour le moment, que les candidats se rassurent, il n'est pas prévu de fermer les Greta normands. Mais le nombre de ceux qui seront accueillis en [formation](#) chute fortement. Comme toujours, l'argent reste le nerf de la guerre et, faute de financements, il y aura beaucoup **moins de dossiers** qui aboutissent.

« La conjoncture fait que les entreprises n'ont plus les moyens de former les personnels dont ils ont pourtant besoin », note une employée du Greta d'Elbeuf. Une baisse difficile à quantifier, au cas par cas, avec chaque entreprise qui finance des formations pour ses employés.

En revanche, c'est plus clair du côté de la Région Normandie, qui est l'un des principaux financeurs du Greta. En 2025, elle avait acheté « près de 5 500 places de formation » sur l'ensemble de son territoire, pour une enveloppe globale de près de 51 millions d'euros, rappelle-t-elle dans une longue explication écrite.

Le dispositif Qualif'

Dans le cadre de son dispositif nommé Qualif', la Région Normandie finance des places de formation "visant l'acquisition de compétences à visée d'insertion professionnelle pour les demandeurs d'emploi". Dans ce cadre, la Région assume les frais de formations, "auxquels s'ajoutent la prise en charge de la rémunération et de la protection sociale des stagiaires qui n'ont pas de droits à l'allocation France travail ainsi que différentes aides au déplacement et à l'équipement".

En 2026, la donne est toute autre : dans le cadre de ce dispositif qualifiant, la collectivité « a acheté **3 334 places de formation** pour un montant global d'un peu plus de 32,4 millions d'euros sachant que quelques marchés restent à attribuer ».

En une année, cela représente une **baisse d'environ 39 %** à l'échelle régionale. Dans ce contexte, le site d'Elbeuf s'en sort presque bien avec une chute de « seulement » 24,6 %, en passant de 65 à 49 formations achetées.

Des choix à faire

Pour comprendre cette décision, il faut remonter au début de l'année. À l'époque, l'État peine à promulguer sa [loi de Finances 2026](#) et les collectivités tâtonnent. Finalement, la Région Normandie voit le couperet tomber et apprend « la baisse significative des crédits dédiés au financement des pactes régionaux de l'ordre de 22 % ».

Avec cette entrée d'argent en moins, la Région a donc dû ramener son budget consacré à la formation des personnes en recherche d'[emploi](#) « de 138 à 120 millions d'euros », ce qui s'est traduit par « des mesures de réduction importantes des commandes de formation » qui impactent les Greta normands.

Une fois ce désengagement partiel de l'État acté, il a fallu faire des **arbitrages**. Sur ce point, la Région indique qu'elle s'est basée sur quatre critères de priorisation :

- les « besoins en recrutement des employeurs »
- la « conservation d'un bon maillage territorial des organismes et des formations »
- la « préservation des filières où la formation continue constitue la principale voie d'accès à la certification et à l'emploi »
- la « préservation des filières de formation aux résultats les plus efficaces » selon une analyse conjoncturelle.

Par exemple, à Elbeuf et sur l'ensemble de la Normandie, la Région « a choisi de moins commander de places dans la filière administration comptabilité et notamment sur les formations de niveau 4, car les taux d'insertion professionnelle étaient en deçà des attentes ».

Dans d'autres cas plus compliqués, quand la formation ne collait pas à ces critères, la Région « a fait le choix de supprimer complètement les actions [...] plutôt que de diminuer de manière globale les effectifs commandés ».

Des filières impactées

En prenant en compte ces critères, l'offre de formations financées par la Région évolue au Greta d'Elbeuf. En 2026, elle a ainsi acheté 10 places menant au titre professionnel de conducteur de transport en commun, 11 places menant au titre professionnel de transport routier de marchandise sur route, 16 places menant au titre professionnel d'assistante de vie aux familles et 12 places pour une formation préparant au BP JEPS animation socio éducative et culturelle orientation animation en gérontologie.

Pour le moment, il n'y a donc plus de places ouvertes dans l'**administration** ou dans l'**industrie**, même si pour cette dernière une nouvelle consultation pourrait changer la donne. En ce qui concerne le CAP agent de propreté et d'hygiène, ne pas financer certaines formations n'a pas été un choix.

Après une consultation en marché public, la Région indique que le Greta Portes Normandes, dont dépend le site d'Elbeuf, « n'a pas remporté le marché, car un concurrent a fait une meilleure proposition » et qu'elle est tenue de « retenir le prestataire présentant l'offre la mieux disante ».

Ces appels d'offres pourraient donc encore faire évoluer la situation des Greta, dans un sens comme dans l'autre. Une incertitude qui n'est pas de nature à rassurer certains employés qui craignent tout simplement une fermeture de leur établissement. Contactée, la direction du Greta Portes Normandes n'a pas répondu à nos sollicitations.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Barentin, les parents de cette école se mobilisent pour éviter une fermeture de classe

Paris Normandie

6-7 minutes

Les parents d'élèves de l'école Bernard-Havel à Barentin ont lancé une pétition pour qu'une des quatre classes de l'établissement, menacée par une baisse démographique, ne ferme pas.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les parents d'élèves de l'école Bernard-Havel de Barentin ont appris la semaine dernière qu'une des quatre classes de l'établissement allait fermer. - Photo Paris-Normandie



Par la rédaction

Publié: 22 Juin 2026 à 12h32 Temps de lecture: 1 min

Lancée il y a deux jours, la pétition des parents d'élèves de la modeste école Bernard-Havel à [Barentin](#) a déjà recueilli 114 signatures. Son objet : le maintien d'une classe de maternelle pour éviter des cours surchargés.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Chaque année, l'école maternelle Bernard-Havel à Barentin accueille des enfants pleins de potentiel et de promesses. Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à une décision qui menace l'avenir éducatif de nos petits : la fermeture de la quatrième classe de maternelle de notre école. C'est un coup dur, non seulement pour les élèves, mais aussi pour les enseignants dévoués qui travaillent sans relâche pour offrir la meilleure éducation possible », détaille la lanceuse de la pétition, Laure De Coye de Castelet.

Onze élèves de moins qu'à la rentrée 2025-2026

Comme toujours, le problème est démographique. Avec une rentrée 2026-2027 où 81 élèves sont prévus, l'école perdrait en septembre 11 élèves. Alors qu'en 2025-2026 il y a deux classes en grande section pour 41 élèves, il n'y aurait plus en septembre qu'une grande section avec 27 élèves. La petite section devrait accueillir 31 élèves et la moyenne section 23.

La décision, expliquent les pétitionnaires sur le [site change.org](#), « a été prise lors d'une commission mais nous ne l'avons appris que le 18 juin ».

[uri](#)

Les parents d'élèves dénoncent la perspective de classes surchargées dégradant les conditions d'apprentissage des petits.

Lire aussi



Ce célèbre site touristique près de Dieppe décroche une étoile au guide Michelin

Le guide Michelin Voyage et cultures a attribué une étoile pour l'église et le cimetière marin de Varengeville-sur-Mer (Seine-Maritime). Une fierté pour les Amis de l'église.



Le site de l'église et le cimetière marin de Varengeville-sur-Mer (Seine-Maritime) sont au guide Michelin. ©Ph.Picherit

Par [Rédaction Dieppe](#)

Publié le 23 juin 2026 à 6h00

Il n'y a pas que les restaurants qui ont des étoiles au [guide Michelin](#), les sites exceptionnels sont également cités et notés dans le précieux guide Voyage et cultures, ex-guide vert.

La commune de [Varengeville-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#) compte désormais parmi les endroits phares à découvrir puisqu'une étoile a été

attribuée par l'équipe du Michelin pour le site de **l'église** et son **cimetière marin**.

À lire aussi

Le cimetière rouvre mais pas cette église de Seine-Maritime dont le clocher menace de s'effondrer

Un site qui vaut le détour

Cela a été une belle **surprise** pour Annick Delafontaine, présidente de l'association des **Amis de l'église**, lorsqu'elle a reçu le courrier lui annonçant la nouvelle.

Cette distinction signifie que l'église et le cimetière valent le **détour** pour tout voyageur en panne d'inspiration ou tout simplement chaque curieux qui souhaite découvrir des sites remarquables.

La notification sera prochainement affichée à l'entrée du cimetière marin, le groupe de bénévoles s'attend donc à **plus de visiteurs** encore.

À lire aussi

Fermée depuis plusieurs mois, cette église de Seine-Maritime va rouvrir ses portes, en partie rénovée

60 000 visiteurs chaque année

Le site reçoit chaque année près de **60 000 visiteurs**. Cette étoile n'est donc pas tombée du ciel par hasard et récompense un endroit soigné et préservé, animé par un groupe de passionnés.

Pour rappel, des visites commentées ont lieu chaque vendredi et

chaque dimanche de 15 h à 18 h. Pour cet été, deux parcours culturels sont également programmés, les 12 juillet et 16 août de 15 h à 17 h. Sans oublier deux visites centrées sur les vitraux les 19 juillet et 23 août de 17 h à 18 h. Réservation au 02 35 85 15 76 ou animbenev@gmail.com.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

INFO OUEST-FRANCE / LE MARIN. Le préfet maritime de la Manche - Mer du Nord Benoît de Guibert quitte ses fonctions

Noémie Baudouin, Marie Carof-Gadel

4-5 minutes

Il est à la tête de la préfecture maritime (Premar) Manche - Mer du Nord depuis le 1^{er} août 2024, le vice-amiral d'escadre Benoît de Guibert s'apprête à quitter ses fonctions le 1^{er} août 2026. Selon les informations du marin et de Ouest-France, il serait remplacé par le contre-amiral Laurent Bechler, actuellement directeur du centre d'études stratégiques de la Marine nationale.

« Les armées doivent embarquer avec elles la Nation »

En 2026, [Benoît de Guibert avait renoué avec la tradition des vœux](#), abandonnée depuis 2019 et la crise du Covid. Année des 400 ans de la Marine nationale, le vice-amiral d'escadre avait tenu à réinstituer cette cérémonie avec un message pour la jeunesse. «L'idée, dans un contexte mondial assez bouillonnant, est que les armées doivent embarquer avec elles la Nation, et en particulier la jeunesse.» Important quand la base du Nord-Cotentin se prépare à accueillir une centaine de jeunes dans le cadre du nouveau Service national volontaire (objectif 500 en 2030).

« Ils ont tous un peu d'eau salée dans les veines »

[Benoît de Guibert](#) avait servi sur plusieurs bâtiments militaires de combat avant de rejoindre l'État-major. [Lors de sa prise de fonction en août 2024](#), le «pacha» de la préfecture maritime avait dit son «plaisir de venir travailler avec d'autres marins quels qu'ils soient. Un vrai plaisir de croiser le regard de gens qui sont sur les bâtiments de la Marine nationale, les gens qui sont sur les Abeilles, ceux de la SNSM, ceux dans les Cross, les sémaphores, qui ont finalement, tous, un peu d'eau salée dans les veines. Il y a beaucoup de belles choses à faire, même si je suis conscient de tous les enjeux que ça représente avec de nombreuses problématiques.»

Passages de migrants vers l'Angleterre, [surveillance accrue dans le contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine avec la présence régulière de la flotte fantôme russe au large](#), éolien en mer, les défis auront été nombreux pour l'amiral.

Commande publique : les dépenses consacrées aux achats de l'État baissent, portées par l'amélioration de la performance

Par Philippine Ramognino

4-6 minutes

“Pour la première fois depuis plusieurs années, les dépenses d'achat de l'État (hors défense et sécurité) ont diminué.” C'est l'un des constats dressés par la direction des achats de l'État (DAE), dans [son rapport d'activité 2025](#) publié le 18 juin dernier. Celui-ci donne à voir le détail des différentes dépenses engagées par les ministères à l'aune des coûts comme de la performance, qu'elle soit environnementale, sociale ou économique.

Lire aussi : [Commande publique : après les polémiques sur les prix, l'Ugap joue la carte de la transparence](#)

Les dépenses des ministères ont ainsi diminué de 1,9 % en 2025 par rapport à 2024. En cause, notamment, l'augmentation de la performance économique des achats. Celle-ci se mesure grâce aux “gains achats”, qui représentent les économies effectuées lors de la notification du marché par rapport au prix de référence. Selon la DAE, le volume de ces gains a *“nettement augmenté en 2025”*, pour atteindre 413 millions d'euros, contre 360 millions d'euros en 2024. L'objectif fixé dans la loi de finances, qui se chiffrait à 330 millions d'euros, a donc été largement dépassé.

Détail par ministère

Cette performance économique s'est observée dans la plupart des ministères. À titre d'exemple, celle de l'Intérieur et des Outre-mer est passée de 44 millions d'euros à 73 millions d'euros, celle de la Justice de 11 à 26 millions d'euros, et celle du Travail de 0,8 à 2,39 millions d'euros. En revanche, la performance économique a finalement baissé chez certains, comme aux Armées, à la Culture, ou au ministère de l'Agriculture. La mutualisation a par ailleurs montré son efficacité côté prix : pour les achats réalisés au niveau interministériel, la performance économique est passée de 149 à 177 millions d'euros.

À noter, en revanche, que cette performance peut atteindre un plafond. Analysant les chiffres des services du Premier ministre, la DAE note que si le montant de leurs économies achat a doublé en 2025, *“ce résultat reste modéré comparé aux autres années du cycle de renouvellement des marchés, qui s'étend sur quatre ans”*. Il deviendrait finalement de plus en plus complexe de réaliser des gains supplémentaires sur le renouvellement des marchés existants.

La rationalisation se poursuit à Bercy

Il apparaît intéressant de s'attarder sur le cas particulier du ministère de l'Économie et des Finances. Au total, le montant de ses achats a baissé de pas moins de 15 % en 2025, pour s'élever à 2,4 milliards d'euros. Et ce, alors qu'une baisse de 14 % avait déjà été observée l'année précédente. Tandis qu'ils représentent 14 % des achats de l'État en 2023, les ministères économiques et financiers sont à l'origine de seulement 10 % du montant global en 2025.

“L'année 2025 s'inscrit dans une démarche de rationalisation maîtrisée des commandes publiques”, analyse la DAE. Le secteur immobilier concentre la plus grosse partie de la baisse des dépenses de Bercy, à savoir 128 millions d'euros, “principalement en raison de l'achèvement d'opérations d'envergure”. Viennent ensuite les dépenses d'énergie (22 millions d'euros), avant les achats informatiques et de communication, qui ont chacun diminué de 18 millions d'euros.

Lire aussi : [Avec la multiplication des objectifs assignés à la commande publique, les acteurs peinent à suivre](#)

“La diminution des achats informatiques en 2025 met fin à la dynamique de croissance observée depuis 2017, marquant une phase de stabilisation après plusieurs années d'investissements soutenus, poursuivent les services de l'État. Plus largement, l'exercice 2025 s'inscrit dans une trajectoire de rationalisation maîtrisée de la dépense publique.”

Au-delà des tendances structurelles, l'amélioration de la performance économique tiendrait à la mise en place de mesures spécifiques. Bercy a notamment accéléré la mutualisation sur certains segments d'achat, a développé un dispositif de contrôle interne pour mieux encadrer le recours aux prestations intellectuelles, et a davantage mobilisé les supports interministériels mutualisés. Par ailleurs, le ministère a lancé une programmation sur 4 ans des achats du ministère, qui s'accompagne de revues annuelles. Au total, les gains achats ont progressé de 1 million d'euros (passant de 12,70 millions à 13,70 millions d'euros). Une tendance qui traduit *“une anticipation renforcée des stratégies d'achat et un pilotage plus ciblé des segments à fort enjeu”*, salue la direction des achats de l'État.

Réforme des arrêts maladie : le gouvernement impose l'alignement du public sur le privé face à un front syndical uni

Par Marie Malaterre

4-6 minutes

Avec plus de 400 amendements déposés par les organisations syndicales sur les trois textes mis à l'ordre du jour, on savait que le programme du dernier Conseil commun de la fonction publique (CCFP) était chargé. Il a d'ailleurs démarré le 18 juin après-midi sous la présidence du ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, pour se clôturer le 19 juin en milieu de journée.

Une réunion dense au cours de laquelle l'ensemble des organisations syndicales a rejeté, sans surprise et à l'unanimité, le projet de décret visant à réformer les arrêts maladie des agents publics.

Dans un communiqué, l'entourage du ministre de l'Action et des Comptes publics qualifie l'adoption de ce texte de "nécessaire", notamment pour tenir compte des mesures prévues par la loi de financement de la sécurité sociale 2026, et ce *"afin de mieux encadrer les arrêts de travail, lutter contre les abus qui fragilisent le collectif de travail, mais aussi assurer un meilleur suivi des agents et faciliter le maintien dans l'emploi, entre autres par le temps partiel thérapeutique"*.

Lire aussi : [Les nouvelles pistes du gouvernement pour réformer les congés maladie des fonctionnaires](#)

Le texte a pour objectif notamment d'organiser les conséquences du plafonnement des arrêts maladie. Il permet au médecin à la fois d'apprécier la santé du patient et *"de fixer un cap de régulation initial avec un premier arrêt d'une durée de 30 jours et une prolongation d'une durée de 60 jours, sous réserve de l'appréciation par le médecin de l'état de santé du patient"*, souligne-t-on dans l'entourage du ministre.

Figure aussi dans ce décret ce que l'exécutif présente comme un *"allègement de formalismes pour tous les agents"*, et notamment sur l'avis préalable des conseils médicaux qui est recentré sur la reconnaissance initiale de la longue maladie. Le décret implique également la mise en place de mesures de contrôle administratif sur la présence des agents à leur domicile sur des créneaux horaires prévus par l'arrêt de travail. *"Le ministre est très attaché à ce que la fonction publique ne puisse être pointée du doigt par rapport aux règles du secteur privé, souligne-t-on dans l'entourage du ministre. Il faut être attentif au respect des règles pour prévenir la fraude et les abus dont on sait qu'ils existent aussi bien dans le public que dans le privé."*

Si le gouvernement a accepté quelques amendements à la marge, la teneur finale du projet de décret représente un recul des droits des agents publics, selon l'ensemble des organisations

syndicales. *“Il y a clairement une perte de garanties statutaires, et notamment en congé longue maladie ou en congé longue durée, et aussi sur le temps partiel thérapeutique”,* regrette-t-on par exemple du côté de la CFDT Fonctions publiques.

Accompagner les agents en cas de violence

Deux autres textes étaient au menu de ce Conseil commun de la fonction publique. Le premier vise à inscrire dans la loi la possibilité pour l'employeur public de déposer plainte en accompagnement de l'agent en cas de violence subie dans le cadre professionnel. *“L'objectif est qu'aucun agent public ne se retrouve seul lorsqu'il est pris pour cible dans l'exercice de l'intérêt général,* souligne le cabinet du ministre Amiel. *Cela fait plusieurs années que le ministre souhaitait faire aboutir cette mesure, qui sera examinée dans le cadre de la session extraordinaire du Parlement cet été.”*

À noter que le gouvernement a rejeté l'ensemble des amendements portant sur ce texte, et notamment celui qui visait à faire entrer les cas de violences internes “entre agents” dans le dispositif précité. Une décision lourde de sens, qui confirme pour les organisations syndicales la difficulté pour l'administration de prendre en compte l'épineuse question du harcèlement entre collègues ou venant du management dans la fonction publique.

Le troisième sujet concernait la transposition de la directive européenne relative à la transparence des rémunérations, dans l'objectif de rendre les écarts plus visibles, plus objectivés et donc plus efficacement corrigés. Une transposition jugée timide par l'ensemble des organisations syndicales et sur laquelle les avis ont été partagés, certaines, à l'image de la CFDT Fonctions publiques, estimant qu'il s'agissait dans tous les cas d'un progrès pour les agents publics.

La DGFIP ouvre ses concours internes de catégorie A aux contractuels, avec une brèche dans les épreuves écrites

Par Paul Idczak

5-7 minutes

“Nous tirons la conséquence de l’évolution à la fois naturelle et réglementaire de notre modèle de fonction publique.” C’est ainsi que Christophe Landour, sous-directeur des effectifs, des parcours et des compétences, présente la dernière évolution de taille actée par la direction générale des finances publiques (DGFIP). Un décret daté du 9 juin dernier fait en effet évoluer les modalités de recrutement et de promotion au sein de ce mastodonte de Bercy dirigé par Amélie Verdier, qui emploie 95 000 agents en centrale et dans les territoires. Le texte en question donne, entre autres, la possibilité aux contractuels de catégorie A et B de tenter leur chance au concours interne d’inspecteur des finances publiques. Un changement de taille : jusqu’ici, l’accès à ce corps de catégorie A n’était possible, pour les agents sous contrat, qu’en tentant leur chance au concours externe.

Cette nouveauté, que la DGFIP ne présente pas comme une révolution mais comme *“une étape supplémentaire dans la modernisation en cours de nos concours”*, intervient dans un contexte où la direction générale fait la part belle aux contractuels, qui représentent désormais près de 5 % de ses effectifs, contre moins de 0,5 % avant la loi de transformation de la fonction publique de 2019. *“On a un monde qui se mélange de plus en plus, et se dire qu’on ne réserve les épreuves de promotion interne qu’à des titulaires, c’est ne pas prendre en compte l’évolution de nos effectifs depuis plusieurs années”*, explique Christophe Landour.

Lire aussi : [Comment la DGFIP, bastion du statut de la fonction publique, s’est mise à embaucher des milliers de contractuels](#)

Au-delà des plus de 1 000 places proposées au concours externe, les contractuels pourront donc désormais briguer une partie des 500 habits de titulaires offerts chaque année via la promotion interne de B vers A. Ce qui représente tout de même une petite révolution dans l’ensemble de l’administration, où l’accès en interne à la catégorie A reste encore, partout ailleurs, la chasse gardée des titulaires.

Une solution pour les contractuels arrivant au bout de leur CDD ?

Si la DGFIP présente ce changement comme une manière d’augmenter l’attractivité de ses emplois, le point de vue n’est pas partagé au niveau syndical. Pour Sandra Demarcq, secrétaire nationale de Solidaires Finances publiques, *“mettre en place ce concours interne, c’est mettre encore plus de dualité entre les fonctionnaires et les contractuels, et réduire les possibilités de*

promotion sociale des agents titulaires de catégorie B". La représentante syndicale défend, dans ce cadre, l'ouverture d'un concours spécifique pour les contractuels, *"qui n'aurait pas d'influence sur le taux de promotion interne général"*. Un argument rejeté par Christophe Landour, pour qui *"il n'est plus logique de continuer à fonctionner en silo"* du fait de la *"mixité"* grandissante des équipes des finances publiques.

L'ouverture de ce concours interne pourrait, en sus, permettre à la DGFIP d'anticiper une problématique RH qui arrive à grands pas, avec la fin des 6 années d'emploi en contrat à durée déterminée d'une partie de ses 4 500 contractuels, prévue fin 2026. *"C'est une coïncidence qui tombe bien, sourit Christophe Landour, mais ce n'est pas la raison principale de notre décision."* Car la DGFIP exclut d'ores et déjà une CDIisation massive difficile à faire passer auprès d'organisations syndicales encore attachées à la fonction publique de carrière. Elle doit en effet réfléchir à ce qu'elle fera d'une population sous contrat (âgée en moyenne de 38 ans), qui a été formée et a donné satisfaction, mais dont une partie sera forcée d'aller voir ailleurs en l'absence de fonction pérenne en interne. En outre, la réussite aux concours permet la reconnaissance de l'ancienneté qui n'est actuellement pas prise en considération lors du recrutement sous contrat.

Un concours sur titres pour les informaticiens

Toujours concernant la catégorie A, le décret du 9 juin acte également un changement important pour un autre concours : celui du recrutement externe des inspecteurs informaticiens. La direction générale a ainsi décidé de supprimer les épreuves écrites et de les remplacer par une sélection sur titres – donc en fonction du diplôme – complétée, ensuite, par une épreuve orale. *"Même si nous n'avons pas de sujet réel de manque d'attractivité pour ce corps, demander à des inspecteurs analystes de repasser une épreuve écrite assez académique, en plus d'une épreuve technique, n'était pas forcément raccord avec le marché de l'informatique où les modes de recrutement sont très différents"*, explique Christophe Landour.

Lire aussi : [Agents contractuels : la titularisation et la CDIisation restent des leviers à la marge](#)

De quoi, là aussi, mettre en rogne Solidaires, qui met en avant *"la fin de la possibilité donnée à des agents titulaires qui n'auraient pas de diplôme informatique de passer ce concours"* mais aussi le risque de renforcer les inégalités de genre dans les effectifs informatiques de la direction générale, *"alors que la grande majorité des diplômés sont des hommes"*. Une éventualité reconnue par la direction, qui tempère tout de même ses conséquences : *"Ces changements ne vont pas renforcer la féminisation de nos services informatiques, mais ils ne vont pas la dégrader non plus, car la plupart des candidats au concours externe sont des diplômés. Mais si l'on s'aperçoit, dans trois ou quatre ans, que les écarts de genre sont devenus trop significatifs, il y aura, à ce moment-là, une réflexion à avoir."*